



**DIVISION  
DES DROITS DES PALESTINIENS**

**SÉMINAIRE DES NATIONS UNIES POUR LA RÉGION DE L'AFRIQUE  
ET COLLOQUE D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES  
SUR LA QUESTION DE PALESTINE**

**Dakar (Sénégal)  
30 août-3 septembre 1993**



TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION . . . . .	1 - 7	3
A. Déclarations liminaires . . . . .	8 - 15	4
B. Tables rondes . . . . .	16 - 35	10
C. Ateliers des ONG . . . . .	36 - 38	29
D. Conclusions et recommandations du Séminaire et du Colloque des ONG . . . . .	39 - 54	31
E. Propositions adoptées par les ONG africaines . . .	55 - 56	35

Annexes

I. MOTION DE REMERCIEMENTS . . . . .	36
II. LISTE DES PARTICIPANTS . . . . .	37
III. LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DE COORDINATION AFRICAIN DES ONG SUR LA QUESTION DE PALESTINE . . . . .	44

## INTRODUCTION

1. Le Séminaire des Nations Unies pour la région de l'Afrique et le Colloque d'organisations non gouvernementales sur la question de Palestine ayant pour thème "L'Afrique, le Moyen-Orient et la question de Palestine" se sont tenus à Dakar (Sénégal), du 30 août au 3 septembre 1993, sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, conformément à la résolution 46/74 A de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1991.

2. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien était représenté par une délégation composée de son Président M. Kéba Birane Cissé (Sénégal), qui a également présidé le Séminaire; de son rapporteur M. Joseph Cassar (Malte), qui était aussi Vice-président et Rapporteur du Séminaire; de M. Nouhoum Samassekou (Mali), Vice-Président du Séminaire; de M. Utoyo Yamtomo, Ambassadeur d'Indonésie au Sénégal; et de M. Nasser Al-Kidwa, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

3. Dans le cadre des travaux du Séminaire et du Colloque d'ONG, quatre tables rondes ont été organisées sur les sujets suivants : "Table ronde I : Vers une juste solution de la question de Palestine; Table ronde II : L'édification de la paix à Jérusalem, ville sainte de trois religions; Table ronde III : Vers l'autodétermination et l'indépendance; Table ronde IV : La nécessité de relancer l'économie dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem". Des communications ont été faites par 19 experts désignés par des gouvernements africains, ainsi que par des représentants d'organisations non gouvernementales et des médias, et des personnalités palestiniennes et israéliennes. Chaque table ronde a été suivie d'une discussion, ouverte à tous les participants. Des représentants de 23 gouvernements, de 6 institutions spécialisées et organismes intergouvernementaux des Nations Unies ainsi que de 18 organisations non gouvernementales et des médias ont participé aux travaux du Séminaire et du Colloque. En outre, deux ateliers expressément organisés pour les ONG ont été consacrés aux sujets suivants :

I. Mesures prises par les ONG africaines pour promouvoir les efforts visant à mettre fin aux violations par Israël des droits fondamentaux du peuple palestinien;

II. Actions de mobilisation et de coordination menées par les ONG pour promouvoir une solution juste, globale et durable de la question de Palestine.

4. Au cours de la réunion, les participants ont également été informés des faits nouveaux intervenus en rapport avec le processus de paix et ont procédé à un échange de vues sur la question.

5. Le Séminaire et le Colloque d'ONG ont adopté un document contenant des conclusions et des recommandations ainsi qu'une motion de remerciements au Gouvernement et au peuple sénégalais. Les ONG participantes ont également adopté un certain nombre de propositions concernant les actions que les ONG africaines pourraient entreprendre à l'avenir.

6. À l'ouverture du Séminaire et du Colloque d'ONG, des déclarations ont été faites par le Ministre d'État et Ministre des affaires et services présidentiels du Sénégal, le Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, le représentant de la Palestine au Sénégal, qui a donné lecture d'un message du Président du Comité exécutif de l'Organisation de libéralisation de la Palestine, et le représentant du Comité africain de coordination des ONG sur la question de Palestine.

7. À la séance de clôture, le représentant de la Palestine au Sénégal a pris la parole, suivi du représentant du Comité africain de coordination des ONG sur la question de Palestine, qui a rendu compte des résultats des délibérations des ONG, et du Président du Comité. Les participants ont ensuite adopté des conclusions et des recommandations ainsi qu'une motion de remerciements au Gouvernement et au peuple sénégalais.

#### A. Déclarations liminaires

##### Déclaration du Ministre d'État et Ministre des affaires et services présidentiels du Sénégal

8. S. E. M. Ousmane Tanor Dieng, Ministre d'État et Ministre des affaires et services présidentiels du Sénégal, a fait une déclaration lors de la cérémonie d'ouverture du Séminaire et du Colloque d'ONG. Il a souligné que le choix de Dakar comme lieu de réunion témoignait de la solidarité exemplaire que le Sénégal avait toujours manifesté à l'égard du peuple palestinien. Pour toute personne éprise de paix et de justice, le soutien à la lutte légitime du peuple palestinien était un devoir que dictaient la morale universelle et le droit international. Le Ministre d'État a fait observer qu'un règlement global de la question de Palestine restait le seul moyen d'établir enfin une paix juste et durable au Moyen-Orient.

Dans la communauté des nations civilisées, il existait des principes sacro-saints que l'on devait respecter si l'on voulait assurer la coexistence pacifique. L'un des plus importants de ces principes était le droit d'autodétermination, et cet impératif ne pouvait continuer d'être violé sans qu'en soient ébranlés les fondements de la paix et de la sécurité internationales.

Le Ministre d'État a fait observer que la répression brutale de civils sans défense, ainsi que les détentions massives et les châtiments collectifs, l'application de mesures économiques restrictives et la démolition de biens meubles et immeubles, loin d'émousser la détermination du peuple palestinien, ne faisaient que renforcer les positions des extrémistes au détriment du processus d'instauration de la paix par la négociation.

Il a souligné que le processus de négociations directes qui s'était instauré à Madrid entre toutes les parties impliquées dans le conflit du Moyen-Orient avait, dans le monde entier, soulevé l'espoir d'une évolution décisive vers une solution pacifique négociée de la question de Palestine. En dépit des obstacles, des craintes et de la suspicion mutuelle, cette amorce de dialogue constituait un progrès important qu'il convenait de consolider et de

/...

pousser plus loin afin de donner au peuple palestinien la possibilité d'exercer son droit légitime à l'autodétermination, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. À cette étape des pourparlers de paix, le succès des négociations dépendait pour beaucoup de la bonne foi des autorités israéliennes et de leur volonté de prendre des mesures de confiance concrètes pour venir à bout des blocages psychologiques.

Au mépris total de toutes les règles du droit international, en particulier celles énoncées dans la Quatrième Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, Israël avait entravé l'actuel processus de paix par ses actions déplorables. L'expulsion, au mois de décembre précédent, de plus de 400 Palestiniens, des territoires occupés vers le Liban, ainsi que les bombardements répétés et à grande échelle de populations civiles innocentes, étaient autant de pratiques qui exacerbaient le sentiment de frustration que le peuple palestinien éprouvait du fait de son sort en général.

Le Ministre d'État a instamment prié les participants d'examiner la manière positive dont l'Organisation de libération de la Palestine venait de répondre à la proposition israélienne de placer la bande de Gaza et Jéricho sous administration palestinienne autonome, en attendant un règlement de la question de Jérusalem-Est et du statut final des territoires occupés. Il s'est félicité de la façon résolue et courageuse avec laquelle l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien, s'était engagée dans le processus de paix, exprimant ainsi sa volonté de contribuer à la recherche d'un règlement positif du conflit du Moyen-Orient.

La communauté internationale devait plus que jamais soutenir et consolider ce processus jusqu'à ce qu'il aboutisse. Pour sa part, le Sénégal, fermement attaché à ses principes, continuerait de soutenir toute initiative visant à trouver une solution juste et durable à la question de Palestine, de façon à permettre à tous les peuples du Moyen-Orient de vivre dans la paix et la sécurité à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.

Déclaration du Représentant du Secrétaire général  
de l'Organisation des Nations Unies

9. À la séance d'ouverture, le Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'Ambassadeur Joseph Verner Reed, Secrétaire général adjoint aux relations avec le public, a fait une déclaration. Il a tout d'abord souligné la préoccupation des Membres de l'Organisation des Nations Unies devant l'impasse dans laquelle se trouvait le conflit arabo-israélien, dont ils estimaient urgent un règlement juste et durable, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et aux principes du droit international.

Les pays africains avaient activement contribué à l'action que l'Organisation des Nations Unies poursuivait en faveur d'une paix juste au Moyen-Orient. Leur participation soutenue aux efforts internationaux entrepris à cette fin ne manquerait pas d'être un facteur important dans la recherche d'une solution globale du conflit.

S'agissant du processus de paix de Madrid, l'ONU avait soutenu les négociations et le Secrétaire général était prêt à apporter toute l'assistance possible. Cependant, la situation sur le terrain demeurait instable. Le Secrétaire général avait exprimé sa profonde préoccupation face à la recrudescence des incidents violents au cours desquels un certain nombre de Palestiniens et d'Israéliens avaient été tués ou blessés dans les territoires occupés. Il avait déploré ces actes de violence et exhorté toutes les parties à faire preuve de retenue. De plus, la détérioration des conditions économiques comme suite à la décision israélienne de boucler les territoires occupés demeurait un sujet de profonde préoccupation.

Étant donné ces circonstances, il était encore plus impératif d'intensifier les efforts de recherche d'une paix juste, durable et globale au Moyen-Orient, qui permette au peuple palestinien d'exercer ses droits politiques légitimes, y compris le droit à l'autodétermination. L'Assemblée générale avait salué ces négociations, qui constituaient une étape importante vers la réalisation de la paix et qui avaient ravivé l'espoir d'une solution à ce long et tragique conflit. Malgré les obstacles et les entraves du passé, les négociations avaient montré qu'un dialogue de fond entre les parties était possible.

Depuis l'automne 1992, le processus avait été élargi de manière à englober l'ONU, qui allait ainsi participer pleinement aux travaux des groupes de travail multilatéraux sur les questions régionales. Le Secrétaire général avait maintes fois réitéré sa volonté de tout faire pour contribuer aux efforts de paix et indiqué qu'il était prêt à offrir les services de l'Organisation si les parties en exprimaient le souhait.

Le Secrétaire général avait la ferme conviction qu'en attendant un règlement politique, il était indispensable d'assurer la sécurité et la protection des populations civiles des territoires occupés, conformément aux nombreuses résolutions du Conseil de sécurité qui réaffirmaient l'applicabilité de la Quatrième Convention de Genève aux territoires palestiniens occupés et demandaient à Israël de se conformer scrupuleusement aux dispositions de la Convention. En application des résolutions 681 (1990) du 20 décembre 1990 et 799 (1992) du 18 décembre 1992 du Conseil de sécurité, le Secrétaire général s'était efforcé sans relâche de persuader Israël de se conformer à ses obligations internationales en la matière.

#### Déclaration du Président du Comité

10. Dans sa déclaration, S. E. M. Kéba Birane Cissé, Président du Comité et du Séminaire, a tout d'abord rappelé que le Moyen-Orient avait accueilli avec une grande joie la perspective d'une solution enfin proche du conflit arabo-israélien. Le simple fait que les parties au conflit du Moyen-Orient avaient entamé les négociations après tant d'années de doutes et de méfiance semblait un début prometteur. Le Comité estimait que les perspectives de paix dans la région étaient meilleures qu'elles n'avaient été depuis longtemps. M. Cissé a exprimé l'espoir que la solution à la question de Palestine serait conforme aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, ce dans l'intérêt d'un règlement juste, durable et global du conflit arabo-israélien. Par ailleurs, la recrudescence de la violence et de la confrontation armée dans la région, à un degré d'intensité sans pareil au cours

/...

des dernières années, avait fait naître une grande inquiétude quant au sort des populations concernées.

Il était d'une importance cruciale que la communauté internationale veille à la sécurité et à la protection des civils palestiniens vivant dans les territoires occupés. Le Comité avait, en particulier, fermement condamné l'expulsion de Palestiniens, qui contrevenait à la Quatrième Convention de Genève et à de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité. Les Palestiniens continuaient de voir leurs droits fondamentaux méconnus et d'être en butte à la violence.

Il était urgent aussi de remédier à la situation critique de l'économie palestinienne et de freiner la rapide détérioration des conditions de vie de la population palestinienne. La situation économique et sociale dans les territoires occupés avait toujours été une grande source de préoccupation pour le Comité. L'économie palestinienne, qui avait connu d'importants changements structurels au cours des 26 années d'occupation israélienne, était devenue tributaire de l'économie israélienne et lui était inférieure. Les politiques et pratiques illégales de la puissance occupante à l'égard de la population palestinienne ainsi que des terres et des biens palestiniens avaient encore aggravé les conditions de vie des habitants.

M. Cissé a souligné que le Comité avait maintes fois fait observer que les intérêts vitaux des peuples du Moyen-Orient tout comme ceux de la paix et de la sécurité internationales, commandaient d'arriver le plus rapidement possible à une solution du conflit arabo-israélien. Le Comité avait à diverses occasions réaffirmé que l'ONU avait un rôle à jouer dans le processus de paix, étant donné que les négociations en cours étaient fondées sur les résolutions 242 (1967) du 22 novembre 1967 et 338 (1973) du 22 octobre 1973 du Conseil de sécurité, longtemps considérées comme la pierre angulaire d'un règlement global au Moyen-Orient.

Le Comité souhaitait dire une fois de plus qu'il était reconnaissant au Secrétaire général de ses efforts et de sa volonté réaffirmée de mettre les connaissances, l'expérience et les ressources de l'Organisation au service du processus de paix et de contribuer ainsi à son succès.

M. Cissé a indiqué que le Comité était convaincu que les mesures répressives à l'encontre des Palestiniens vivant sous occupation, l'annexion du territoire palestinien occupé et la détérioration des conditions de vie des Palestiniens risquaient de compromettre les chances de parvenir à une paix juste et auraient inévitablement des conséquences désastreuses pour le peuple palestinien dans son ensemble. De plus, le Comité estimait qu'il fallait de toute urgence trouver une solution qui exploite les récentes perspectives politiques, compte tenu du droit international et en totale conformité avec les principes et objectifs de la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Le succès d'une telle approche dépendrait de l'impartialité et du soin avec lesquels tous ces instruments seraient mis en oeuvre. Étant donné l'instabilité chronique de la situation dans le territoire palestinien occupé, la communauté internationale devait faire preuve d'un maximum de patience, de modération et d'objectivité.

En concluant, M. Cissé a déclaré que pour l'Afrique, continent qui avait si longtemps subi le joug colonial et la méconnaissance des droits les plus fondamentaux de ses peuples, avant tout le droit à l'autodétermination, la lutte du peuple palestinien éveillait un sentiment de solidarité toute particulière. L'avenir du Moyen-Orient, dans la période de l'après guerre froide, était d'une importance cruciale pour les pays et les peuples africains.

Message du Président du Comité exécutif de l'Organisation  
de libération de la Palestine

11. M. Said Abassi, représentant de la Palestine au Sénégal, a donné lecture d'un message de M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine. Dans ce message, M. Arafat rappelait que cette réunion coïncidait avec la tenue de la onzième série de négociations de paix et exprimait l'espoir que le processus de paix progresserait de manière tangible. L'objectif de ces négociations n'était pas d'améliorer symboliquement l'image de l'occupation israélienne, mais d'établir une paix juste et durable dans la région. Par le projet de déclaration de principes qu'elle avait soumis, la délégation palestinienne cherchait à ouvrir une brèche en définissant les conditions d'un désengagement qui assurerait le retrait d'Israël de Gaza et de Jéricho, lié à un accord concernant une solution intérimaire pour les autres territoires occupés.

Il était indiqué dans le message que la situation dans les territoires palestiniens occupés ne cessait d'empirer en raison de l'intensification de la politique de la "main de fer" poursuivie par les autorités d'occupation israélienne, de leurs violations persistantes des droits de l'homme les plus fondamentaux du peuple palestinien, de la profanation des Lieux saints musulmans et chrétiens et des crimes perpétrés quotidiennement contre le peuple palestinien, tels que meurtres, détentions, confiscation des terres et des ressources, en eau, établissement de colonies de peuplement sur les terres confisquées, y compris Jérusalem, fermeture des territoires occupés pour qu'ils soient isolés les uns des autres, et bouclage des Lieux saints de Jérusalem afin qu'ils soient isolés du reste des territoires. Ces politiques s'étaient traduites par une grave détérioration de la situation économique, menant Gaza au bord de la famine et aggravant encore les conditions économiques en Cisjordanie, Jérusalem comprise, et venaient s'ajouter aux actes d'agression israéliens qui continuaient d'être menés contre les camps palestiniens du Liban, en particulier dans le sud, où des villes et des villages libanais avaient également été atteints.

Le message soulignait la détermination du peuple palestinien de poursuivre l'Intifada afin de résister à l'occupation israélienne. Il exprimait la conviction que tous les États et peuples africains épris de paix se rangeraient du côté du peuple palestinien dans sa juste lutte et dans sa résistance à l'occupation israélienne, à laquelle il fallait mettre fin pour que puisse s'établir une paix juste et durable dans la région.

Déclaration au nom des organisations non  
gouvernementales africaines

12. M. Ousmane Camara, Vice-Président de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA) et représentant du Comité africain de coordination des ONG sur la question de Palestine, a souligné que les ONG africaines étaient profondément préoccupées par la persistance de la crise en Palestine. Malgré les bouleversements socio-économiques qui avaient secoué l'Afrique, l'OLP pouvait compter sur le soutien indéfectible de toutes les ONG africaines. Les Palestiniens n'avaient que trop longtemps enduré des conflits sanglants et fratricides ainsi que l'injustice économique.

M. Camara a déclaré que l'OSPAA était résolue à soutenir la lutte que le peuple palestinien, sous la conduite de l'OLP, menait en vue de son autodétermination et de l'établissement d'un État souverain indépendant. Les Africains espéraient instamment des résultats positifs des pourparlers en cours entre Israël et les Palestiniens, encore qu'à ce jour aucun résultat tangible n'avait été enregistré. Au contraire, Israël poursuivait – et même intensifiait – ses actes de répression et sa politique d'établissement de colonies de peuplement dans les territoires occupés, si bien que les espoirs de changements politiques en Israël risquaient maintenant d'être déçus. Devant cet état de choses, les ONG africaines, tout en encourageant les négociations en cours, appelaient de leurs vœux une solution juste et globale qui, fondée sur la reconnaissance de la validité internationale des résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 425 (1978) du 19 mars 1978 adoptées par le Conseil de sécurité, garantisse le retrait d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés, conformément au principe des concessions territoriales en échange de la paix.

Autres déclarations

13. Parlant au nom du Président du Mouvement des pays non alignés, S. E. M. Sayidiman Suryohadiprodo (Indonésie), Ambassadeur extraordinaire, a fait observer que le Mouvement avait toujours soutenu l'OLP dans sa lutte et qu'il avait également confirmé à maintes reprises que la question de Palestine était au cœur du conflit du Moyen-Orient, condamné la violation par Israël de la Quatrième Convention de Genève et demandé le retrait des forces israéliennes des territoires occupés. Le Mouvement avait accueilli favorablement les pourparlers de paix engagés à Madrid. Il se félicitait particulièrement de voir les représentants de la Palestine y participer sur un pied d'égalité avec les autres États; bien que tardive, il s'agissait là d'une reconnaissance de l'identité de la Palestine en tant que nation.

L'intervenant a souligné que l'actuel regain de violence dans les territoires occupés n'avait fait que durcir la résistance à l'occupation et exacerber les tensions. L'aggravation rapide de la situation socio-économique des Palestiniens ainsi que les violations massives de leurs droits fondamentaux avaient menacé de mettre le feu aux poudres. En attendant un règlement négocié, l'ONU avait l'obligation solennelle d'aider à préparer les Palestiniens au plein exercice de leur souveraineté. Tout arrangement intérimaire devait comprendre leur droit d'exercer – avec l'aide des forces de maintien de la paix des Nations Unies – un contrôle sur toutes les terres illégalement occupées depuis 1967. La

coopération étroite et effective de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'unité africaine et de la Ligue des États arabes était essentielle à cet égard.

14. M. Abdelaziz Abougosh, représentant de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), a dit que pendant les deux ans qu'avaient duré les pourparlers de paix, l'opposition israélienne avait empêché tout progrès concret. L'entêtement des Israéliens à mener une politique d'agression continuelle contre le peuple palestinien avait abouti à un blocus et un embargo imposés en violation des Conventions de Genève de 1949. Toutes les résolutions de l'OCI avaient réaffirmé qu'une paix juste et durable au Moyen-Orient ne serait possible qu'après le retrait israélien de tous les territoires arabes et palestiniens occupés, y compris la ville sainte de Jérusalem. L'OIC avait également déclaré soutenir toutes tentatives visant à l'instauration d'une paix juste et durable, conformément aux résolutions de l'ONU et au principe des concessions territoriales en échange de la paix. La Conférence islamique se tiendrait toujours aux côtés du peuple palestinien dans sa lutte pour une paix juste et durable.

15. M. Khaled Mohammed Khaled, représentant de la Ligue des États arabes, a souligné que face à la question de Palestine, le monde avait à relever deux défis majeurs : d'une part, les pratiques israéliennes arbitraires à l'encontre du peuple palestinien telles que l'intensification de l'oppression, la torture, le siège des territoires palestiniens, la destruction de maisons et la fermeture d'écoles et, d'autre part, la politique israélienne d'attribution dans le cadre des négociations en cours. Il incombait à la communauté internationale d'intensifier ses efforts en vue de protéger les Palestiniens dans les territoires occupés, d'exercer davantage de pressions sur les autorités israéliennes et d'accorder un soutien matériel accru au peuple palestinien.

#### B. Tables rondes

16. Quatre tables rondes ont été organisées. Les sujets auxquels elles ont été consacrées et les experts qui y ont participé étaient les suivants :

##### Table ronde I : Vers une juste solution de la question de Palestine

- A) La situation actuelle dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem

Ahmad Yaziji (Palestine)

Docteur en médecine à Gaza

Eitan Felner (Israël)

Chercheur, B'Tselem (Centre d'information israélien pour les droits de l'homme dans les territoires occupés)

- B) Le rôle de l'Afrique dans la promotion d'une solution juste, globale et durable de la question de Palestine

Heidi Ben Nasr (Tunisie)

Directeur, Département des pays arabes, Ministère des affaires étrangères

/...

Chitsaka Chipaziwa (Zimbabwe)  
Directeur, Département de l'Afrique et du Moyen-Orient, Ministère des  
affaires étrangères

Dianguina dit Yaya Doucoure (Mali)  
Conseiller, Ministère des affaires étrangères

Latyr Camara (Sénégal)  
Ambassadeur honoraire

K. B. S. Simpson (Ghana)  
Directeur, Bureau du Moyen-Orient et de l'Asie, Ministère des affaires  
étrangères

- C) Organisations régionales, dimension politique et économique et aspect  
droits de l'homme de la question de Palestine

Khaled Mohammed Khaled  
Directeur adjoint, Département des affaires palestiniennes, Ligue des  
États arabes

Table ronde II : L'édification de la paix à Jérusalem, ville sainte de  
trois religions

Le Révérend Père Bishara Al-Lahham  
Patriarche de Jérusalem

Sheikh Ekrema Sabri  
Mosquée Al-Aqsa, Jérusalem  
Rabin David Forman  
Jérusalem

Table ronde III : Vers l'autodétermination et l'indépendance

- A) Palestine - dynamique de l'édification de l'État

Latif Dori (Israël)  
Secrétaire du Comité pour le dialogue israélo-palestinien

Essa Moosa (Afrique du Sud)  
Membre du Comité constitutionnel de l'African National Congress  
d'Afrique du Sud

O. R. Kaakunga (Namibie)  
Faculté de droit, Université de Windhoek

- B) Le rôle des médias et de l'opinion publique dans l'édification de la  
nation

Bara Diouf (Sénégal)  
Ancien député et Directeur du journal Le Soleil

Mohamed Larbi Messari (Maroc)  
Secrétaire général, Union des écrivains

Table ronde IV : La nécessité de relancer l'économie dans les territoires palestiniens occupés y compris Jérusalem

- A) Mobilisation de l'assistance internationale pour promouvoir l'autosuffisance et le développement durable

Ibrahim Dakkak (Palestinien)  
Consultant en développement

Kathy Bergen (Canada)  
Secrétaire exécutive, Comité international de coordination pour les ONG sur la question de Palestine

17. Les exposés faits au cours des tables rondes sont résumés ci-après, dans l'ordre chronologique.

Table ronde I : Vers une juste solution de la question de Palestine

- A) La situation actuelle dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem

18. Le docteur Ahmad Yaziji (Palestinien), médecin à Gaza, a d'abord rappelé que la densité de population dans la bande de Gaza – soit plus de 1 800 habitants au kilomètre carré – était l'une des plus fortes du monde. Il a souligné que les problèmes démographiques, conjugués à la situation économique déplorable et au chômage, avaient provoqué une grave détérioration de la santé publique et d'innombrables problèmes de santé. En conséquence, les services médicaux recevaient plus de 8 000 patients par jour, sans pouvoir leur dispenser des soins convenables en raison de l'insuffisance des locaux et du manque de médicaments et d'instruments de diagnostic.

Le docteur Yaziji a parlé de la négligence des autorités israéliennes et de leur indifférence à la santé publique dans les territoires occupés ainsi que de la grave pénurie d'eau dans de nombreuses parties de la bande de Gaza. La salinité de l'eau augmentait et sa pureté chimique se dégradait. Des études avaient démontré que, dans 5 ans, il n'y aurait plus d'eau potable dans la bande de Gaza. À l'extérieur des camps de réfugiés, les eaux usées s'écoulaient à l'air libre, formant dans les zones résidentielles des marécages nauséabonds, sources de maladies telles que typhoïde et infections intestinales. On laissait les déchets s'accumuler autour des maisons et dans les jardins publics, où ils provoquaient de nombreux problèmes de santé. La présence de nombreuses petites industries archaïques, interdites en Israël, et de véhicules anachroniques ainsi que l'absence de végétation étaient à l'origine d'une importante pollution.

En conséquence, les résidents de la bande de Gaza souffraient d'hypertension, de diabète et de maladies contagieuses. Les maladies parasitaires étaient répandues; environ 80 % des enfants avaient des vers. Les maladies bucco-dentaires étaient également très répandues chez les enfants. De

/...

même, l'incidence de l'asthme était en accroissement, à la fois quantitatif et qualitatif, en raison de l'exposition fréquente aux gaz lacrymogènes. La moitié, à peu près, des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition plus ou moins grave.

Les services hospitaliers étaient insuffisants : on comptait un lit d'hôpital pour 2 000 personnes, un médecin pour 1 000 personnes et un infirmier pour 7 000 personnes. Le système d'assurance maladie étant très coûteux, la population ne pouvait y adhérer. La maintenance des équipements et bâtiments hospitaliers laissait beaucoup à désirer. La plupart des dispensaires ne comptaient que quelques salles, très mal équipées. La médecine scolaire était inexistante, si l'on exceptait les vaccinations de base effectuées au début de chaque année. Il n'existait pas de programmes pour les personnes âgées ou les malades chroniques. Il n'existait pas non plus de programmes subventionnés de psychiatrie.

Depuis le début de l'Intifada, les opérations militaires israéliennes étaient devenues plus violentes et plus meurtrières. Selon les estimations, 70 % des personnes blessées par l'armée dans la bande de Gaza l'avaient été par balles explosives dont l'usage constituait une violation des normes internationales. L'utilisation de grenades lacrymogènes contre les femmes et les enfants avait causé la mort de nourrissons, rendu des enfants aveugles, et provoqué des avortements. De plus, les conditions de vie dans les camps de détention avaient sérieusement aggravé l'état physique et psychologique de milliers de Palestiniens.

Cette situation sanitaire précaire n'aurait de solution qu'avec la fin de l'occupation et le transfert de l'autorité au peuple palestinien dans un État palestinien.

19. **M. Eitan Felner (Israël)**, chercheur au B'Tselem (Centre d'information israélien pour les droits de l'homme dans les territoires occupés), a constaté qu'au cours de l'année précédente, la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés s'était légèrement améliorée. Les destructions de maisons avaient cessé, les procédures de réunification des familles avaient été facilitées et les conditions dans les prisons avaient été partiellement améliorées. En revanche, dans d'autres domaines, la situation des droits de l'homme s'était considérablement détériorée. L'expulsion de 415 Palestiniens, en décembre 1992, sans procès ni inculpation, constituait un exemple de châtiments collectifs interdits par le droit international. La fermeture de la Rive occidentale et de Gaza avait donné lieu à de nombreuses violations des droits de l'homme. Plus de 115 000 travailleurs palestiniens s'étaient trouvés dans l'incapacité de subvenir aux besoins de leur famille. Des régions entières avaient été isolées les unes des autres. La destruction de maisons à la suite d'opérations de recherche infructueuses était aussi une forme de châtimement collectif. M. Felner a par ailleurs déploré la forte augmentation du nombre d'enfants palestiniens tués, dont il tenait les forces de sécurité pour responsables, étant donné, en particulier, que les soldats israéliens avaient pour politique délibérée d'ouvrir le feu même dans des situations où leur vie n'était pas en danger.

Il a indiqué que ces statistiques fâcheuses avaient conduit le B'Tselem à lancer sa première campagne publique de sensibilisation au problème et d'action, utilisant pour cela de nouvelles stratégies destinées à secouer l'indifférence de l'opinion publique israélienne. Il a fait observer que les Israéliens étaient devenus insensibles à la mort d'enfants palestiniens, qu'ils avaient des formules toutes faites pour se justifier et s'en expliquer, de façon à éluder la question. L'objectif immédiat de la campagne - placer la question au premier plan d'un débat public - avait été atteint au-delà de toute attente. Il y avait eu un débat à la Knesset, des programmes à la télévision et à la radio ainsi que d'abondants articles de presse. L'objectif ultime, qui était de susciter un changement de politique et d'éviter que des enfants ne soient tués, n'avait cependant pas été atteint.

M. Felner a conclu en disant que la solution au problème devrait être fondée sur la reconnaissance de la dignité et des droits inaliénables de tous, Israéliens et Palestiniens.

B) Le rôle de l'Afrique dans la promotion d'une solution juste, globale et durable de la question de Palestine

20. M. Hedi Ben Nasr (Tunisie), Directeur du Département des pays arabes au Ministère des affaires étrangères, a tout d'abord souligné qu'en ce qui concernait le conflit du Moyen-Orient, c'était à la communauté internationale qu'avait toujours incombé la responsabilité d'agir et de rechercher une solution menant à l'instauration de la paix et de la sécurité dans cette région stratégique du monde. Le système des Nations Unies avait été le cadre fondamental et premier à partir duquel avaient été mobilisées et guidées les actions de la communauté internationale dans ce domaine.

Au fil des ans, les débats de l'ONU sur la question avaient porté essentiellement sur la formulation du mandat dans le cadre duquel la question de Palestine et le conflit du Moyen-Orient en général devaient être abordés. Les points considérés étaient les suivants : le principe de la partition du territoire historique de Palestine entre deux entités, l'une palestinienne et l'autre israélienne; le principe du retour des réfugiés et de l'octroi d'un statut spécial à Jérusalem; la définition des principes et conditions sur lesquels fonder une paix juste et durable au Moyen-Orient.

La recherche des moyens de régler le problème du peuple palestinien et de garantir ses droits avait toujours été au coeur du conflit du Moyen-Orient. Depuis le début des années 70, l'ONU avait adopté une approche globale de la question de Palestine, plaçant celle-ci dans un cadre politique plus large.

Le Groupe africain avait traité la question de Palestine et le problème du conflit du Moyen-Orient comme des questions de principe, faisant intervenir les concepts de libération et de lutte pour le droit d'autodétermination et le droit à la résistance contre le colonialisme et la domination, et comme des domaines de préoccupation majeure. Il avait adopté des positions reposant sur les mêmes principes et règles que ceux qui sous-tendaient les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, lesquelles s'inspiraient des résolutions de l'Organisation de l'unité africaine. Jouant un rôle actif, le Groupe africain

avait toujours entrepris des actions concertées en vue de mobiliser la communauté internationale et de promouvoir des efforts.

Se référant aux faits nouveaux intervenus récemment, M. Ben Nasr a fait observer que la question de l'instauration de la stabilité, de la sécurité et de la paix au Moyen-Orient était devenue une préoccupation majeure des grandes puissances, en particulier les États-Unis, et constituait pour elles la condition même de la préservation de leurs intérêts stratégiques.

Le mandat du processus de paix de Madrid comportait des faiblesses dont une manière étroite de concevoir les dimensions du problème palestinien : l'exclusion d'une reconnaissance a priori du droit du peuple palestinien à former un État indépendant; l'exclusion de toute discussion de la question des réfugiés ainsi que du futur statut des colonies de peuplement israéliennes et de la ville de Jérusalem; l'imposition de restrictions sur la nature et la composition de l'équipe de négociateurs palestiniens.

M. Ben Nasr a fait observer en concluant que les résultats auxquels le processus de paix avait jusqu'alors abouti étaient modestes mais qu'il était encourageant de noter que, malgré cela, les parties étaient unanimes à reconnaître la nécessité de poursuivre les négociations et de rechercher les moyens permettant de faire sortir de l'impasse le processus de paix.

21. **M. Chitsaka Chipaziwa (Zimbabwe)**, Directeur du Département de l'Afrique et du Moyen-Orient au Ministère des affaires étrangères, rappelant les complexités politiques, historiques, religieuses, raciales et culturelles du conflit israélo-palestinien, a souligné que le nouveau rôle de l'Afrique devrait être de promouvoir la paix et le bon voisinage entre Arabes et Israéliens. Il a fait observer que la position traditionnelle du continent africain au cours des décennies écoulées avait essentiellement été celle du spectateur intéressé. Il n'y avait jamais eu de position monolithique recueillant l'adhésion de tous les pays africains, lesquels étaient divisés entre partisans d'Israël, d'une part, et partisans des Palestiniens et de l'OLP, d'autre part. À travers leur dialogue soit avec les Israéliens soit avec les Palestiniens, les Africains pouvaient influencer sur les négociations de diverses manières utiles. Il était indispensable qu'Israël accepte de négocier directement avec l'OLP et les pays africains qui entretenaient des relations diplomatiques avec ce pays devaient s'efforcer de l'en convaincre.

La culture africaine avait de tout temps rejeté l'extrémisme, et les négociations actuelles entre Israël et ses voisins arabes prouvaient amplement que les deux parties se rendaient compte que la force ne pouvait leur apporter la paix. L'Afrique devait donc dénoncer sans ambiguïté les extrémistes, Arabes et Israéliens. Les extrémistes devaient être isolés, et les pays africains devaient tous leur interdire l'accès à leur territoire. M. Chipaziwa a déploré que l'Organisation des Nations Unies n'ait eu qu'un rôle marginal dans l'actuel processus de paix. Les Africains devaient s'employer à faire en sorte que l'ONU y tienne un rôle central.

Se disant optimiste, M. Chipaziwa a fait observer qu'un certain nombre de conflits africains avaient été résolus ou étaient sur le point de l'être précisément parce que le pragmatisme et l'esprit de compromis l'avaient emporté,

/...

ouvrant ainsi la voie aux concessions. L'expérience africaine pouvait être mise à profit dans la recherche d'une solution au conflit israélo-palestinien. Dans cette optique, on pouvait envisager de constituer une équipe de médiateurs et de négociateurs africains qui feraient part de leur expérience et pourraient influencer les négociateurs israéliens et arabes, à Washington ou ailleurs. Citant les exemples du Mozambique, du Rwanda et du Libéria, M. Chipaziwa a conclu en disant que l'Afrique pourrait contribuer de diverses façons à une issue positive des négociations en cours.

22. M. Dianguina dit Yaya Doucouré (Mali), Conseiller au Ministère des affaires étrangères, a souligné que l'adhésion de l'Afrique à la cause arabe, en général, et à la cause palestinienne, en particulier, n'était pas dictée par une tactique du donnant, donnant, mais qu'elle procédait d'une croyance résolue dans le droit des peuples à l'autodétermination tel qu'il était énoncé dans la Charte de l'Organisation de l'unité africaine.

Fidèles à leur position de principe qui reconnaissait à chaque État le droit à l'existence, les États d'Afrique nouvellement indépendants ne pouvaient pas ignorer Israël en tant qu'État. Ils avaient maintenu des relations cordiales avec lui, conformément aux normes internationales. La coopération entre les pays d'Afrique et Israël avait porté sur des domaines nombreux et variés tels que l'agriculture, le commerce, les transports aériens et la formation professionnelle et technique des gestionnaires.

Les guerres israélo-arabes de 1967, puis 1973, avaient marqué un tournant dans les relations entre les pays d'Afrique et Israël. Les peuples et les gouvernements africains s'étaient élevés contre l'acquisition de territoire par la force. En décembre 1973, tous les États africains, à l'exception du Malawi, du Lesotho, du Swaziland et du Botswana, avaient rompu les relations avec Israël. L'engagement de l'Afrique dans le conflit du Moyen-Orient était avant tout une manifestation de solidarité humaine reposant sur le principe du droit des peuples à l'autodétermination. L'OUA voyait dans le problème palestinien une cause africaine. Elle avait depuis toujours condamné les liens étroits existant entre Israël et le régime raciste d'Afrique du Sud. La cause palestinienne figurait régulièrement à l'ordre du jour des réunions africaines, y compris toutes les sessions ordinaires de l'OUA.

Le Mali jouait un rôle actif dans la recherche d'une solution juste, équitable et durable au conflit du Moyen-Orient, comme le montraient entre autres l'ouverture à Bamako d'un bureau de l'OLP, la participation active du Mali aux travaux du Comité sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la création de l'Association malienne de solidarité avec le peuple palestinien. Concernant la solution de la question de Palestine, la position de l'Afrique, ferme et fondée sur des questions de principe, était bien connue et s'était exprimée dans les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, du Mouvement des pays non alignés et de la Ligue des États arabes.

Les conditions précises d'un règlement du conflit du Moyen-Orient ne pouvaient être formulées que par les parties directement concernées, et ce uniquement par la négociation. La tâche immédiate était de faire se rencontrer les belligérants et de les aider à formuler des accords de nature à promouvoir,

/...

d'une part, un équilibre pratique entre la sécurité et la reconnaissance revendiquée par Israël et, d'autre part, une solution juste aux questions territoriale et palestinienne revendiquée par les Arabes. Seul cet équilibre permettrait de rétablir la paix au Moyen-Orient. Il fallait à tout prix abandonner les stéréotypes, l'égoïsme et la haine qui étaient à l'origine du conflit et agir en faisant preuve de courage politique.

23. S. E. M. Latyr Kamara (Sénégal), Ambassadeur honoraire du Sénégal, a indiqué qu'à son avis le processus de paix mis en train à Madrid en 1991 se trouvait gravement compromis. Les négociations avec les Syriens étaient dans une impasse, celles avec les Libanais avaient reculé et celles avec les Palestiniens piétinaient. En attendant, l'Intifada se poursuivait. Les négociations de paix étaient ainsi devenues un exercice absurde qui avait mis en présence deux éléments de force inégale et où aucun progrès n'avait été possible puisque Israël, soutenu par les États-Unis, s'était montré d'une intransigeance totale.

M. Kamara a passé en revue les positions des États-Unis, de l'Union soviétique et de l'Europe au moment de l'ouverture des négociations israélo-arabes à Madrid. Concernant l'attitude des pays arabes, il a fait observer qu'il y avait eu de leur part une certaine réticence envers la Palestine et l'OLP. Mais malgré certaines divergences, les pays arabes avaient continué d'exprimer leur désir de voir intervenir une solution et réaffirmé leur engagement en faveur d'une conférence internationale de paix qui se tiendrait sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

Commentant le rôle de l'Afrique, M. Kamara a fait observer que, dès sa création, en 1963, l'Organisation de l'unité africaine avait cherché à susciter chez les États Membres, collectivement, une prise de conscience de la nécessité de soutenir la cause des Arabes, et des Palestiniens en particulier. L'Afrique s'était employée de plus en plus activement à promouvoir une solution juste et durable de la question de Palestine, et il y avait eu une évolution très nette de sa position, qui de sympathie modérée dans les années 60 s'était muée en solidarité inconditionnelle à partir du début des années 70. La position de l'Afrique concernant le problème du Moyen-Orient en général s'expliquait très naturellement par les nombreux liens qui avaient uni pendant des millénaires le continent noir et le monde arabe. Ces liens, nés de la géographie et de l'histoire, existaient depuis longtemps dans les domaines culturel, économique, politique et social. La plupart des pays membres de la Ligue des États arabes avaient pendant longtemps partagé avec les pays d'Afrique un même passé colonial. La situation néocoloniale ou paracoloniaire actuelle des Palestiniens dans les territoires occupés était semblable à celle de la Namibie, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud au cours des années 70 et 80.

M. Kamara a évoqué le changement qui était intervenu dans la position des pays africains envers Israël après la guerre de 1967, et qui avait facilité l'adoption de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, et a rappelé la création, en 1971, d'un Comité des sages composé de 10 chefs d'État, qui avait été chargé de rechercher les modalités d'une solution pacifique à la crise du Moyen-Orient. Après la guerre de 1973, les résolutions de l'OUA avaient pour la première fois établi un lien entre le combat des Arabes, et des Palestiniens en particulier, pour obtenir la restitution de leurs terres occupées par Israël, et

/...

le combat des Africains pour la libération de leur territoire encore sous la domination coloniale portugaise et sous la domination de la minorité blanche en Afrique du Sud et en Rhodésie.

Il était évident que le rôle joué par l'Afrique ne pouvait pas constituer un moyen décisif direct de promouvoir une solution juste à la question de Palestine. Une telle solution dépendait dans une large mesure des États-Unis et d'Israël. Il n'en restait pas moins que la communauté internationale devait veiller par tous les moyens possibles à ce qu'Israël respecte les résolutions du Conseil de sécurité. Les États-Unis ne pouvaient continuer indéfiniment à résister aux pressions des autres pays ni à ignorer leurs efforts ainsi que la tension constante résultant du combat résolu des Palestiniens et des autres États arabes. Il fallait qu'Israël fasse preuve de volonté politique et applique les résolutions pertinentes de l'ONU. L'Afrique continuait d'apporter sa modeste contribution à la recherche d'une solution juste, globale et durable de la question de Palestine.

24. M. K. B. S. Simpson (Ghana), Directeur du Bureau du Moyen-Orient et de l'Asie au Ministère des affaires étrangères, a fait observer que le soutien de l'Afrique à la cause palestinienne et son rôle à l'ONU en faveur d'une solution pacifique du conflit arabo-israélien remontaient aux années 60, quand la majorité des États africains avaient conquis leur indépendance. Pour ces nouveaux États, la cause arabe et palestinienne relevait du combat pour la libération coloniale et contre l'impérialisme. C'est ainsi qu'à partir de 1963, année où l'OUA avait été officiellement créée, les votes des pays du continent africain avaient été utilisés en bloc à l'Assemblée générale pour faire pencher la balance en faveur de la cause arabe et palestinienne. En 1974 notamment, ces votes avaient permis de faire accéder l'OLP au statut d'observateur à l'Organisation des Nations Unies et de rétablir la question de Palestine comme point distinct de l'ordre du jour de l'Assemblée. Le soutien de l'Afrique avait toujours été dicté par les principes de la justice et du droit international. C'est pourquoi, tout en s'opposant à l'occupation et à l'annexion illégales des territoires arabes par Israël, la plupart des pays africains reconnaissaient à Israël le droit à l'existence.

En dépit des succès qu'avait permis le soutien africain à la cause palestinienne, la solidarité politique afro-arabe n'était pas allée sans désillusion, ce par suite de l'échec des tentatives africaines d'obtenir des pays arabes producteurs de pétrole des prix concessionnaires. Les pays africains étaient par ailleurs contrariés du fait que l'embargo pétrolier dont l'ONU avait décidé à l'encontre de l'Afrique du Sud était battu en brèche par certains pays du Moyen-Orient. Israël avait au cours des dernières années réussi à exploiter la déception ressentie par l'Afrique à l'égard de l'assistance et de la solidarité arabes et avait persuadé certains pays africains de renouer des relations diplomatiques avec lui en leur offrant du pétrole et une assistance technique. En revanche, les pays africains qui continuaient d'observer le boycott décidé par l'OUA, comprenant l'importance de ce moyen d'action sur Israël, étaient résolus à s'y tenir jusqu'au moment où se ferait jour une solution juste au conflit arabo-israélien.

L'absence de progrès dans la coopération afro-arabe avait eu un effet démoralisant pour les pays africains, mais ceux-ci avaient néanmoins continué à

/...

apporter un soutien politique sans réserve à la cause palestinienne. Au cours des 30 dernières années, l'Afrique avait été au premier rang de ceux qui votaient pour les résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui préconisaient la convocation sous les auspices de l'ONU d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient.

L'Afrique avait donc accueilli favorablement la mise en route de la Conférence de paix sur le Moyen-Orient à Madrid. Elle avait, à plusieurs reprises, exhorté le Gouvernement israélien à traiter directement avec l'OLP et à permettre aux Palestiniens de participer pleinement sur un pied d'égalité aux pourparlers de paix.

En concluant, M. Simpson a souligné que l'Afrique continuait à jouer un rôle de premier plan en faveur d'une solution juste à la question de Palestine et d'un règlement global du conflit arabo-israélien. Ces questions étaient régulièrement discutées à l'OUA, laquelle avait inlassablement dénoncé et critiqué les actes de brutalité israéliens et les violations par Israël des résolutions de l'ONU et des normes internationales. Les États membres de l'OUA avaient, collectivement et séparément, cherché à promouvoir et soutenir la recherche d'une solution juste à la question de Palestine et au conflit arabo-israélien dans d'autres instances internationales telles que le Mouvement des pays non alignés et le Commonwealth. Sans un règlement durable de ces questions, la paix continuerait d'être hors de la portée du Moyen-Orient.

C) Organisations régionales, dimension politique et économique et aspect droits de l'homme de la question de Palestine

25. **M. Khaled Mohammed Khaled**, Directeur adjoint du Département des affaires de Palestine à la Ligue des États arabes, a souligné que depuis 1945, date de la création de la Ligue des États arabes, celle-ci avait consacré l'essentiel de ses travaux à la cause palestinienne, qu'elle avait traitée sous tous ses aspects - politique, militaire, économique et social - et à tous les niveaux - local, régional et international. Le souci que le monde arabe avait de la cause palestinienne ne tenait pas seulement à l'importance que revêtait pour lui la Palestine, mais également au fait qu'il avait conscience que l'établissement d'une entité sioniste en Palestine constituait une menace non seulement pour la Palestine et son peuple, mais aussi pour l'ensemble du monde arabe. Il était parfaitement évident pour celui-ci que l'objectif global du mouvement sioniste était l'établissement d'un État fort et expansionniste aux dépens de la région arabe.

Ce souci s'était manifesté dans des centaines de décisions et recommandations adoptées par le Conseil des ministres de la Ligue et ses comités spécialisés au sujet de presque tous les aspects de la cause palestinienne. Au niveau international, les activités politiques et d'information de la Ligue des États arabes avaient pour la plupart comme objectif d'expliquer les divers aspects du problème palestinien et de mieux faire comprendre la cause palestinienne. Ces activités étaient menées soit par les États Membres, soit par le Conseil ministériel, le Conseil des ambassadeurs ou les bureaux de celui-ci dans différentes capitales, et venaient s'ajouter aux activités des bureaux du boycott arabe, qui avaient coûté à Israël la valeur de près

de 40 milliards de dollars. L'importance que la Ligue attachait à la cause palestinienne avait conduit à la création d'un Département général des affaires de Palestine, qui avait pour tâche de suivre l'évolution de la cause palestinienne dans les différents domaines et à tous les niveaux et de présenter des rapports aux comités et organes spécialisés de la Ligue.

En plus du département spécialisé qui avait été créé, les départements généraux suivaient, chacun dans son domaine de spécialisation, l'évolution de tel ou tel aspect de la cause palestinienne. Commentant plus avant les structures de son organisation pour ce qui avait trait à la question palestinienne, l'intervenant a indiqué que d'autres organes spécialisés avaient été créés et que le Département général pour les affaires de Palestine servait de secrétariat à ces organes. Le Comité des programmes supervisait les émissions de radio consacrées à des programmes d'enseignement destinés aux étudiants des territoires occupés. Le Conseil de l'éducation avait pour tâche de formuler, de planifier et d'évaluer la politique éducative conçue à l'intention des habitants des territoires occupés. La Conférence des superviseurs des affaires palestiniennes dans les pays hôtes avait pour tâche de suivre les faits nouveaux dans la situation économique et sociale du peuple palestinien. Ses recommandations étaient soumises au Conseil des ministres.

Mettant en relief le soutien financier de la Ligue, l'intervenant a indiqué que la neuvième Conférence au sommet, tenue à Bagdad en 1978, avait adopté une décision aux termes de laquelle un certain nombre d'États arabes avaient annoncé des contributions d'un montant annuel de 150 millions de dollars, pour une période de 10 ans, en faveur du peuple palestinien. Un comité mixte jordano-palestinien avait alors été créé pour soutenir la lutte résolue du peuple palestinien. Cent millions de dollars avaient été mis à la disposition de ce comité et 50 millions de dollars avaient été versés à l'Organisation de libération de la Palestine. Le Comité mixte concentrait ses activités sur le secteur de l'éducation, les conseils municipaux et d'autres secteurs vitaux tels que l'industrie, l'électricité, etc., l'objectif étant de faire en sorte que ces secteurs ne tombent pas sous le contrôle des autorités d'occupation. D'autres décisions de la Ligue avaient eu pour objectif de donner la priorité aux produits palestiniens, spécialement dans l'agriculture, et de faciliter leur écoulement.

Pour soutenir l'Intifada au terme de ses cinq premiers mois d'existence, le Sommet arabe extraordinaire, tenu à Alger en 1988, avait alloué 128 millions de dollars à des organismes palestiniens des territoires occupés pour leur permettre de faire face à une situation économique qui se détériorait. La Conférence au sommet avait également prévu une allocation d'un montant mensuel de 43 millions de dollars, soit 516 millions de dollars annuellement, pour subvenir aux besoins des Palestiniens dont les conditions de vie étaient particulièrement difficiles.

Le soutien de la Ligue à l'Intifada s'était également manifesté dans un certain nombre de décisions et de recommandations qui, sans être nécessairement des appels de fonds, invitaient les États membres à offrir une aide directe au peuple palestinien. Au cours des cinq premières années, l'Intifada, d'une façon générale, et les institutions économiques, sociales et éducatives palestiniennes, en particulier, avaient reçu diverses formes de soutien.

/...

Table ronde II : L'édification de la paix à Jérusalem,  
ville sainte de trois religions

26. Le révérend père Bishara Al-Lahham, Directeur général des écoles du patriarcat latin de Jérusalem, a souligné que cette ville avait une dimension divine, que Jérusalem était la cité de Dieu. Il fallait que tous ceux qui y vivaient ou en parlaient s'imprègnent de ce caractère sacré. Accepter Jérusalem comme une ville sainte pour les trois religions monothéistes, signifiait accepter tout ce qu'elle symbolisait pour les trois religions et pour les deux peuples qui y vivaient. Jérusalem était le coeur et la capitale de deux peuples, les Palestiniens et les Israéliens. Les habitants actuels de Jérusalem avaient, outre leur conviction religieuse, des aspirations politiques et nationales précises. Toute solution du problème devait tenir compte de cette réalité. Il a fait observer que la ville était un patrimoine commun à tous les croyants; elle ne pouvait exclusivement appartenir à personne. Les tentatives pour monopoliser la Ville sainte s'était toujours soldées par des guerres.

Tous les croyants avaient un droit sur la ville et chacun avait le droit d'être ce qu'il avait choisi d'être. Jérusalem était la seule ville dans l'histoire et dans le monde à jouer ce rôle et il fallait lui donner la possibilité de le jouer vraiment. La seule solution qui s'offrait consistait à prendre en considération les conflits actuels, les aspirations légitimes des peuples qui y vivaient et la vocation à la transcendance de la Ville sainte. Il était donc évident qu'aucun pouvoir politique ne pouvait garantir seul la liberté religieuse qu'imposait la nature même de la ville.

Il a poursuivi en affirmant que l'Eglise, qu'elle soit locale ou universelle, avait son mot à dire quant au statut final de Jérusalem, car, présente en cette ville au long des deux derniers millénaires, elle avait des droits sacrés à l'être. L'Eglise, tout en respectant les deux autres religions monothéistes, l'Islam et le Judaïsme, se distinguait d'elles par le fait que ces deux dernières avaient une dimension politique. Elle n'avait pas d'ambition politique. En tant qu'institution, elle avait le droit d'être présente en ce lieu et d'y oeuvrer en toute liberté. En raison de son caractère universel et international, ses droits reconnus par toutes les autorités politiques locales devaient être consacrés par des garanties internationales. L'Eglise réclamait ces garanties dans le souci de permettre à chacun d'accéder librement aux Lieux saints et de pratiquer en toute liberté sa religion. Elle demandait également que les habitants de Jérusalem, si peu nombreux qu'ils soient, bénéficient d'un statut qui définirait leur part dans la vie et le gouvernement de la cité et leur assurerait les garanties voulues à cet effet. Ce qu'elle demandait pour elle-même, elle le demandait aussi pour les deux autres religions monothéistes présentes sur la Terre sainte.

27. Le cheikh Ekrema Sabri (Palestinien), prédicateur à la mosquée d'Al-Aqsa à Jérusalem, a fait observer qu'un certain nombre d'éléments liaient les musulmans à Jérusalem. Il s'agissait de liens d'ordre doctrinal, étant donné que la ville occupait une place particulière dans l'Islam, ainsi que de liens religieux, culturels, politiques et historiques. Parmi les dangers auxquels Jérusalem devait faire face dans l'immédiat, figuraient l'expropriation des terres, les colonies de peuplement et la densité de la population juive. Quelque 27 500 dounams (approximativement 2 750 hectares) de terres avaient été

confisquées à Jérusalem. Un certain nombre de colonies avaient été construites à Jérusalem (dans la Vieille Ville) et alentour. En ce qui concernait la situation démographique, la partie arabe de Jérusalem (Jérusalem-Est) comptait 152 800 Juifs et 150 600 Arabes. La population de la ville dans son ensemble (Est et Ouest) s'élevait à 564 300 habitants, dont 413 700 (soit 73,2 %) étaient Juifs, alors que les Arabes ne représentaient que 26,7 %. On prévoyait à l'heure actuelle d'intensifier la colonisation pour porter le pourcentage de Juifs à 75 % et ramener celui des Arabes à 25 %.

Le cheikh Sabri a souligné que la situation dans la Vieille Ville de Jérusalem se détériorait et devenait plus critique du fait des mesures de judaïsation : le quartier musulman de Magharibah, situé le long du mur occidental de la mosquée d'Al-Aqsa, avait été complètement démoli, tandis que ses habitants étaient expulsés. La Zawiyah Fakhriyah qui jouxtait le mur sud-ouest de la mosquée d'Al-Aqsa avait également été rasée; et 116 dounams (approximativement 11,6 hectares) de terres à l'intérieur des murs avaient été confisqués pour réduire la densité de la population musulmane et installer des colons juifs à cet endroit. On avait dénaturé les sites archéologiques et les monuments culturels islamiques et procédé à de nombreuses fouilles à la recherche du Temple qui y serait enfoui. Cependant les archéologues n'avaient rien trouvé qui eût appartenu à l'histoire ou à la religion juive. On avait essayé un certain nombre de fois de s'attaquer à la mosquée d'Al-Aqsa, notamment en effectuant des fouilles sous la mosquée et autour d'elle, en essayant d'organiser des services religieux juifs sur l'esplanade de la mosquée, d'attenter à la vie des fidèles musulmans et de détruire par le feu le Minbar de Salah al-Din.

À son avis l'implantation de colonies dans la ville de Jérusalem avait pour objectif d'y assurer aux Juifs une majorité absolue pour s'en servir comme d'une carte maîtresse dans tout futur accord de paix; de créer un fait accompli qui empêcherait un nouveau partage de la ville; d'opérer un encerclement stratégique de la partie arabe (Jérusalem-Est), premier pas vers la judaïsation; d'isoler Jérusalem-Est des autres régions de Palestine; d'amener les Arabes à construire des habitations à l'extérieur des limites de la ville et d'affaiblir la présence islamique dans la Vieille Ville en refusant d'accorder des permis de construire aux Arabes.

Depuis 1967, les responsables israéliens des gouvernements successifs - Parti travailliste et Likoud - avaient précisé dans leurs déclarations concernant la colonisation d'une part et Jérusalem de l'autre, qu'élaboraient ou mettaient en oeuvre des plans visant à encourager l'implantation de colonies dans cette ville. Ils se sont tous accordés à dire que Jérusalem était la capitale éternelle d'Israël et ne serait jamais la capitale des Palestiniens et ont refusé de négocier son statut.

Le cheikh Sabri a présenté un certain nombre de propositions pour remédier à la situation : inciter la population arabe à rester dans le pays et à se refuser à émigrer; exploiter les terres agricoles au lieu de les abandonner et de les négliger et mettre au point des projets agricoles; construire des ensembles de logements urbains; créer des unités de production en vue d'assurer l'autosuffisance; financer des institutions arabes; rénover les mosquées et les

établissements d'enseignement, et créer un fonds spécial destiné à protéger les terres et les biens afin d'empêcher qu'ils soient aliénés.

28. Le rabbin David Forman (Israël), Directeur des programmes éducatifs de l'Union des assemblées juives américaines et porte-parole de l'Association des rabbins d'Israël pour les droits de l'homme, a souligné que Jérusalem était la ville sainte des trois religions monothéistes, ce qui avait façonné son histoire et sa géographie, ses réalités démographiques et religieuses. Mais elle était aussi le théâtre de conflits ethniques, politiques, sociaux et idéologiques. Trois religions coexistaient au sein de deux nations enfermées dans une âpre lutte. La religion enseignait cependant qu'on pouvait instaurer un véritable dialogue entre les tenants d'opinions différentes et parvenir ainsi à des résultats positifs.

Il a fait observer que toutes les religions enseignaient la tolérance et la solidarité. Le nationalisme agressif avait essayé de déformer le message religieux pour investir certains peuples d'une mission divine. On s'était servi de la religion pour en faire une nouvelle arme dans l'arsenal du nationalisme. Le judaïsme, le christianisme et l'islam étaient fondés sur des principes qui transcendaient l'identité nationale et politique. Les chefs religieux devaient combattre la tendance qui consistait à adopter une attitude partisane sans aucune compassion pour les souffrances et les droits de l'autre partie. Il fallait présenter la praxis et la discipline religieuses de chacune des trois traditions monothéistes comme une voie vers la justice, la vertu et la paix. Les religions pouvaient contribuer à la paix à Jérusalem en traduisant les idéaux des prophètes en impératifs quotidiens.

Si l'on voulait que Jérusalem soit l'exemple d'une coexistence pacifique entre juifs, musulmans et chrétiens, il fallait briser toute forme de résistance à la paix. En décrivant la place centrale que la ville de Jérusalem occupait dans l'histoire du peuple juif, il a déclaré qu'il ne renierait jamais les prétentions historiques ni l'attachement spirituel de ses coreligionnaires à la Ville sainte. Il respectait les revendications des autres. Il demandait aux chefs religieux de s'efforcer de parvenir à une lecture commune de l'histoire.

Le rabbin Forman a déclaré qu'Israël n'accepterait jamais la division de Jérusalem. Les chrétiens et les musulmans eux non plus ne renonceraient jamais à leurs prétentions. Il a suggéré d'opter pour une souveraineté religieuse multiple dans le cadre d'une souveraineté nationale unique. Il a présenté les dangers que constituait la propagande et demandé aux fidèles des trois religions de faire cause commune pour barrer la route à l'injustice et à l'oppression, d'où qu'elles viennent et de défendre les victimes, quelle que soit la communauté religieuse à laquelle elles appartiennent. On ne pouvait plus accepter l'existence de citoyens de seconde zone. Les trois religions devaient veiller à ce que la justice soit la même pour tous, ce qui signifiait, pour les citoyens, l'égalité de droits, la liberté d'association, de circulation, d'expression orale et écrite, le droit d'être protégés contre les attaques et les brimades, le droit de participer à la gestion des affaires publiques, le droit à l'éducation, comme à l'exercice d'une activité économique.

En conclusion, il les a exhortés à intervenir de façon positive, invitant le judaïsme, l'islam et le christianisme à aider activement chacun de ses

/...

adeptes à transcender le cadre étroit de sa religion pour rechercher la paix. La quête de la tranquillité et de la paix à Jérusalem passait par le souci de l'objectivité historique, l'art du compromis, le respect de la vérité, le refus de la violence et l'exercice sur un pied d'égalité de tous les droits de l'homme - civils, politiques et nationaux - pour les Juifs et les Arabes israéliens, ainsi que les musulmans et les chrétiens palestiniens, autant de principes prônés par les religions.

Table ronde III : Vers l'autodétermination et l'indépendance

A) Palestine : Dynamique de l'édification de l'État

29. M. Latif Dori (Israël), Secrétaire du Comité pour le dialogue israélo-palestinien, a souligné que la création d'un État supposait l'existence d'un consensus national et populaire sur l'objectif principal, en l'occurrence, la création d'un État palestinien indépendant. Or, le déclenchement de l'Intifada avait prouvé que ce consensus existait. La poursuite de ce mouvement montrait qu'en dépit des énormes difficultés économiques, le peuple palestinien n'acceptait pas de troquer ses droits nationaux légitimes contre une amélioration de ses conditions de vie et qu'il était disposé à souffrir encore pour pouvoir exercer ces droits. L'Intifada avait contribué à renforcer le processus d'édification de l'État. Ce mouvement avait permis de reconstituer la société palestinienne dont il était l'émanation, en l'organisant sur les plans social et politique, en créant des institutions économiques et sociales et en constituant une direction nationale unifiée.

Pendant l'Intifada, le peuple palestinien avait consenti des sacrifices matériels et manifesté son sens de la coopération : relance de l'économie familiale, autosuffisance, assistance aux familles en difficulté, respect des directives de la direction nationale, augmentation du nombre de sociétés de bienfaisance, mise en valeur des terres à la suite du retour d'un grand nombre de travailleurs licenciés de leur emploi en Israël, réduction de la criminalité, promotion de l'esprit de solidarité et de la cohésion sociale, amélioration de la condition de la femme. Les femmes avaient effectivement participé aux activités dans tous les domaines et posé des fondements solides pour l'État palestinien. Il a souligné que les ressources humaines du peuple palestinien constituaient un autre élément essentiel dans le processus d'édification d'un État. Le peuple palestinien comptait des personnes hautement qualifiées dans tous les domaines et spécialisations - planification, médecine, industrie, éducation, etc. - qui en temps de paix pouvaient lui permettre de rivaliser avec Israël sur le plan du développement économique et social et de se situer à la pointe de l'innovation technique.

Il a aussi insisté sur le fait qu'il fallait, pour édifier un État, bénéficier de la sympathie et du soutien de la communauté internationale et mobiliser l'opinion publique. Pour conclure, il a exposé les positions et les activités du mouvement de la paix en Israël, qui avait pour objectif d'obtenir l'appui de la société israélienne et d'oeuvrer à la création de deux États pour deux peuples : côte à côte un État indépendant de Palestine et l'État d'Israël.

30. M. Essa Moosa (Afrique du Sud), membre du Comité constitutionnel de l'African National Congress (ANC), a souligné que la lutte des peuples

/...

palestinien et sud-africain pour la liberté et l'autodétermination présentait des similitudes frappantes. Il s'agissait de deux pays qui avaient été colonisés. Les Palestiniens avaient lutté contre la proclamation unilatérale de l'État d'Israël, tout comme les Sud-Africains avaient lutté contre la formation de l'État fondé sur l'apartheid. Comme l'ANC, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) était devenue la voix et la représentante authentiques du peuple palestinien. Les deux organisations avaient mené la lutte armée contre les régimes de leurs pays respectifs à partir de l'étranger. Elles avaient été l'une et l'autre dotées du statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies. Cette dernière avait reconnu les droits inaliénables des Palestiniens et du peuple opprimé d'Afrique du Sud à l'autodétermination, droit fondamental de l'homme énoncé dans les pactes des Nations Unies. Faisant un parallèle avec les cas de la Namibie et du Sahara occidental, il a déclaré que les Palestiniens disposaient d'arguments solides pour obtenir de la Cour internationale de Justice qu'elle se prononce en faveur de leur droit à l'autodétermination. Il a poursuivi en disant qu'il y avait également de très grandes analogies dans la lutte menée contre la domination et l'oppression. Il a évoqué la résistance intérieure qui avait pris la forme de boycottage, de mouvements de masse, de grèves et d'actions armées et venait s'ajouter aux pressions exercées de l'extérieur sous forme de sanctions, de boycottage et d'isolement international.

Il a reproché à Israël de poursuivre sa politique expansionniste en permettant la création de colonies juives dans les territoires occupés, en détruisant au bulldozer les maisons des militants palestiniens et en expulsant par la force les Palestiniens pour les exiler dans des no man's land, sans les laisser bénéficier des garanties prévues par la loi, et par là même d'entraver sérieusement le processus de négociation.

M. Moosa a fait observer que le peuple palestinien, comme le peuple sud-africain, devait être prêt à faire des compromis pour atteindre ses objectifs. Mais il ne fallait pas que ces compromis aillent à l'encontre des aspirations légitimes du peuple à l'autodétermination. La question de l'État en Afrique du Sud était simple, puisque le pays avait des frontières reconnues. En revanche, dans le cas palestinien, les différends relatifs aux frontières, les colonies juives, l'importante immigration de juifs ainsi que le problème des réfugiés palestiniens avaient compliqué la situation. Pour créer un État, il fallait définir les frontières du pays de façon à assurer la sécurité, faire admettre leur tracé par la communauté internationale et y inclure la majorité des Palestiniens. Les frontières devraient permettre de garantir la souveraineté territoriale et l'indépendance politique. Les Palestiniens devraient élaborer des structures politiques et adopter des textes fixant l'étendue du territoire, le siège du gouvernement, les emblèmes, la langue, les conditions de citoyenneté, les droits, la forme de gouvernement, le système électoral, la constitution de l'appareil judiciaire, de la fonction publique et des forces de sécurité. Ils devaient également demander aux ONG, aux organismes gouvernementaux, aux instances internationales, aux gouvernements, notamment, de soutenir leur cause. Il fallait qu'ils la plaident eux-mêmes avec force devant la communauté internationale, en l'informant de ce qu'était la lutte du peuple palestinien, en créant des filières de communication nouvelles et en utilisant celles qui existaient déjà. Les grandes agences de presse internationales n'étaient pas sensibles à la cause palestinienne, et de ce fait à la

/...

méconnaissance des réalités s'ajoutait une mauvaise information auxquelles il fallait remédier.

En conclusion, il a souligné qu'il existait de profondes affinités entre le peuple opprimé d'Afrique du Sud et le peuple palestinien.

31. M. R. A. Kaakunga (Namibie), professeur à la faculté de droit de l'Université de Namibie, a déclaré que la lutte du peuple palestinien pour l'autodétermination et la création d'un État était une lutte juste et légitime fondée sur les principes du droit international. Il a décrit l'évolution du droit à l'autodétermination, en tant que principe de droit international, en évoquant les décisions prises par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité, ainsi que les arrêts de la Cour internationale de Justice. L'entrée en vigueur de la Déclaration des droits de l'homme en 1948 avait fait de l'autodétermination un impératif international. En 1974, l'Assemblée générale avait expressément demandé l'autodétermination pour la Palestine. La Cour internationale de Justice avait aussi clairement posé le droit à l'autodétermination. En 1960, elle avait décidé qu'il faudrait désormais interpréter le droit en fonction de l'évolution de la situation internationale. Elle faisait là référence de façon nette aux mouvements d'indépendance qui secouaient alors le monde.

La Cour avait réaffirmé le principe de l'autodétermination dans son avis consultatif de 1971 sur le Sud-Ouest africain. Dans cette décision, elle avait souligné le rôle normatif capital de diverses résolutions de l'Assemblée. Selon la Cour, la communauté internationale avait accepté et reconnu ces résolutions comme des ensembles de normes ne souffrant aucune dérogation. Le peuple palestinien, comme tout autre peuple opprimé, avait droit à l'autodétermination dans un État qui soit le sien.

En conclusion, il a exprimé l'espoir que les pourparlers de paix en cours au Moyen-Orient permettraient aux Palestiniens d'exercer leur droit légitime à l'autodétermination dans leur foyer national.

B) Le rôle des médias et de l'opinion dans  
l'édification d'une nation

32. M. Bara Diouf (Sénégal), ancien membre du Parlement et Directeur du journal Le Soleil, a mis l'accent sur le rôle des médias, essentiel pour la lutte du peuple palestinien. Citant l'exemple de la guerre du Golfe, il a déclaré que les médias pouvaient radicalement modifier l'opinion publique, qu'ils avaient permis de mobiliser le soutien international en faveur de la guerre contre l'Iraq et que, de la même façon, ils pouvaient contribuer à modeler l'opinion nationale. Les médias du Moyen-Orient pouvaient aider à dénoncer toutes les injustices. Les journaux pouvaient participer davantage à la création d'une nation en faisant connaître son histoire et en étudiant dans une perspective historique les relations entre Arabes et Juifs. Ils pouvaient contribuer à unir un peuple autour d'une cause commune. Ils devaient expliquer toute la réalité à leur public, ainsi, par exemple, la raison des difficultés actuelles de l'OLP. Le peuple palestinien affrontait la période la plus difficile de son histoire et devait d'urgence trouver des médias favorables à sa cause. Il fallait que les médias contribuent à réconcilier les Juifs et les Arabes. Tirant un exemple de

/...

l'histoire, il a évoqué l'évolution des relations entre la France et l'Allemagne après la seconde guerre mondiale et demandé aux grands médias du Moyen-Orient de le suivre.

33. M. Mohammed Larbi Messari (Maroc), Secrétaire général de l'Union des écrivains, a fait l'historique du développement des médias palestiniens et dit que, sous le mandat britannique, ils avaient été confrontés à une situation très difficile. Les médias avaient toujours été pauvres, soumis à de sévères restrictions et très isolés sur le double plan culturel et politique. Ils avaient pu, cependant, mobiliser la société en faveur d'objectifs nationaux. L'élite palestinienne de cette époque avait exprimé ses idées et ses positions dans des journaux fort divers quant à leur orientation, leur langue et leur lieu de publication. La plupart de ces journaux avaient une orientation marquée politiquement et socialement, ce qui montrait à quel point la vie politique et culturelle était active en Palestine avant 1948. Après 1948, les Palestiniens s'étaient dispersés dans des pays arabes et dans d'autres pays. L'OLP avait créé ses services d'information et ses institutions scientifiques propres.

Dans les territoires palestiniens occupés par Israël, la presse était très active en dépit des brimades dont elle faisait l'objet. Citant une étude israélienne, il a noté que, au cours des deux dernières décennies, la presse palestinienne de Cisjordanie avait connu, dans son développement, de grandes difficultés dues principalement à la censure israélienne qui avait entravé la publication, la distribution, voire la lecture, des journaux.

La presse palestinienne avait été en butte à une censure tendancieuse. Les directeurs des journaux palestiniens étaient tenus de présenter, deux fois par nuit, au bureau militaire de la censure, toutes les informations qu'ils avaient l'intention de publier. Du fait des retards, on ne pouvait pas distribuer les journaux de bonne heure le lendemain. Aux termes des dispositions de la législation militaire en vigueur depuis 1948, les journalistes publiant des types d'articles fort divers étaient passibles d'arrestation, de saisie, d'expulsion des locaux du journal, voire de bannissement. En raison de toutes ces difficultés, les journaux avaient un tirage plutôt faible, ce qui entraînait des difficultés financières et nuisait à la situation sociale des journalistes et à la qualité des journaux. La Fédération internationale des journalistes avait, à plusieurs reprises, conjuré les autorités israéliennes de cesser de harceler les journalistes.

En dépit de tous ces obstacles, les médias palestiniens avaient placé au premier plan l'expression de l'identité nationale palestinienne. L'Intifada s'était imposée aux médias internationaux. Les protagonistes de ce mouvement réclamaient, dans leurs appels, le pluralisme, la liberté d'action et d'organisation pour les Palestiniens; ils applaudissaient à la paix et soulignaient avec force qu'il fallait que les Palestiniens resserrent leurs rangs.

En conclusion, M. Larbi Messari a fait observer que les moyens d'information palestiniens avaient permis d'exprimer les préoccupations de leur peuple et son identité nationale à travers les organes d'information de l'OLP, les organismes de presse dans les territoires occupés et grâce à la plume des écrivains palestiniens qui vivaient dans toutes les régions du monde arabe.

L'idée d'un foyer national palestinien était également entretenue par les moyens d'information palestiniens, expression d'une opinion mûre et organisée, mobilisée pour prendre en main son destin.

Table ronde IV : La nécessité de relancer l'économie du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem

A) Mobilisation de l'assistance internationale pour promouvoir l'autosuffisance et le développement durable

34. M. Ibrahim Dakkak (Palestinien), consultant pour les questions de développement, a souligné qu'il importait de se préoccuper d'urgence des rapports entre le développement, la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien et son incidence sur la paix et la stabilité au Moyen-Orient. Les pourparlers bilatéraux et multilatéraux devaient permettre de formuler un plan débouchant sur une solution politique, comportant un volet développement, acceptable aux parties concernées.

Il a fait observer que la crise dans les relations entre les Palestiniens et les Israéliens avait été compliquée par une situation de "dé-développement", qui se traduisait par une dégradation effective de l'économie palestinienne. La situation se caractérisait par l'absence d'initiatives locales et par le fait que le revenu national palestinien était de plus en plus tributaire des recettes provenant de l'étranger et des envois de fonds, notamment dans le cadre de l'assistance fournie par les organismes donateurs. La persistance et l'aggravation de l'inégalité entre les Israéliens et les Palestiniens sur le plan économique risquaient de compromettre le dispositif de coopération qu'on pourrait mettre en place.

Pour instaurer la paix, il fallait concevoir un mécanisme propre à faciliter le passage de l'état de conflit actuel à un état de coopération régionale fructueuse. Il a critiqué le rôle joué par l'aide extérieure en le qualifiant de négatif. Il était difficile d'harmoniser les activités du fait de la diversité des motivations, des politiques et des programmes. Dans certains domaines, il y avait chevauchement des services, alors que dans d'autres aucune assistance n'était dispensée. La disparité des prestations et des approches aidait indirectement Israël à renforcer ses mécanismes d'usurpation et contribuait à accroître la dépendance des Palestiniens à l'égard du système israélien et à affaiblir leur autonomie.

Il a conclu en affirmant qu'il fallait que les donateurs, en particulier ceux qui participaient aux pourparlers bilatéraux et multilatéraux, donnent d'urgence des preuves de leurs bonnes intentions. Ils devaient expressément reconnaître les droits inaliénables du peuple palestinien et mettre leur assistance au service de la paix et de la coopération au Moyen-Orient.

35. Mme Kathy Bergen (Canada), Secrétaire exécutive du Comité international de la coordination des ONG pour la question de Palestine, a indiqué que 26 ans d'occupation militaire et la fermeture des territoires occupés avaient détruit l'économie. Les autorités israéliennes entravaient, depuis 1967, la réalisation des programmes de développement. Les ONG qui travaillaient dans les territoires occupés avaient été contraintes de demander l'autorisation des autorités civiles

/...

israéliennes pour chacune de leurs activités. Elle a critiqué les gouvernements qui avaient mis un terme à leurs programmes d'assistance après la guerre du Golfe.

Elle a déclaré que la fermeture des territoires occupés avait eu des conséquences dramatiques. Les zones situées au nord et au sud de la Cisjordanie, le secteur oriental de Jérusalem et Gaza avaient été séparés les uns des autres, ce qui avait eu un effet dévastateur sur une économie déjà en ruine. Israël avait toujours essayé d'éviter que les produits palestiniens ne concurrencent les siens et la fermeture avait empêché les Palestiniens de se déplacer d'une partie des territoires occupés à une autre. Chaque jour, la Cisjordanie perdait un montant de 2 millions de dollars, et Gaza un montant de 750 000 dollars, correspondant aux salaires que ne touchaient plus les ouvriers au chômage, qui travaillaient auparavant en Israël. La saturation du marché, due à la mévente des produits agricoles, avait entraîné une chute des prix.

Elle a fait observer qu'Israël continuait de fournir de l'eau douce à sa population aux dépens de la population palestinienne. Les autorités israéliennes chargées de l'approvisionnement en eau avaient détourné 80 % de l'eau de la Cisjordanie à l'usage exclusif des Israéliens. La demande d'eau augmentait du fait de la croissance démographique palestinienne. Aucune raison technique n'empêchait d'y répondre. Israël, en tant que puissance occupante, était tenu, en vertu des dispositions du droit international et de la Convention de Genève, de fournir à la population des territoires occupés la même quantité d'eau qu'à sa propre population.

Mme Bergen a affirmé que les territoires occupés avaient suffisamment de ressources naturelles, de terres, d'eau et de ressources humaines pour parvenir à un bon développement économique, qui toutefois ne pourrait pas se réaliser tant que durerait l'occupation. Les ONG internationales avaient décidé de poursuivre leur action en dépit des obstacles dressés par les autorités israéliennes. On ne pouvait assurer un développement durable que dans l'indépendance et la souveraineté.

En conclusion, elle a dit que le peuple palestinien avait besoin de crédits pour ses institutions, d'investissements, d'une aide à la création d'infrastructures pour surmonter les difficultés liées à la fermeture des frontières ainsi que de la participation d'institutions financières multilatérales. Il fallait que la communauté internationale apporte son appui aux projets de développement en cours. Aujourd'hui, étant donné l'évolution de la situation dans les territoires occupés, la solidarité était plus importante que jamais.

#### C. Ateliers des ONG

36. Des ateliers distincts ont été spécifiquement organisés à l'intention des ONG d'Afrique pour leur permettre d'examiner les questions suivantes :

a) Mesures prises par les ONG africaines pour promouvoir les efforts visant à mettre un terme aux violations par Israël des droits de l'homme du peuple palestinien :

/...

M. Ousmane Camara (Guinée)

Vice-Président de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA) et représentant du Comité africain de coordination des ONG sur la question de Palestine;

b) Action de mobilisation et de coordination menée par les ONG pour promouvoir une solution juste, globale et durable de la question de Palestine :

Mme Kathy Bergen (Canada)

Directrice exécutive du Bureau du Comité international de coordination des ONG pour la question de Palestine.

#### Atelier I

37. M. Ousmane Camara, Vice-Président de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA) et représentant du Comité africain de coordination des ONG sur la question de Palestine, a noté que tous les pays d'Afrique se trouvaient sous domination coloniale quand, pour la première fois, le problème palestinien était apparu sur la scène internationale. Les pays africains avaient depuis lors accédé à l'indépendance. Il n'en allait pas de même pour la Palestine, qui - meurtrie et humiliée - continuait de subir le joug colonial. Il a souligné que toute l'Afrique appuyait les aspirations légitimes du peuple palestinien. En dépit de la crise économique et des problèmes résultant du processus de démocratisation, les ONG africaines appuyaient sans réserve la cause palestinienne.

La question de Palestine figurait à l'ordre du jour des diverses instances africaines et internationales. Il fallait continuer d'être vigilant et de se mobiliser en faveur de la création d'un État palestinien jusqu'à ce qu'elle se concrétise. Il faudrait mettre l'accent sur les activités pour lesquelles les ONG étaient le mieux qualifiées. On devrait encourager la coopération de peuple à peuple dans des domaines tels que les programmes destinés aux femmes et aux enfants, ainsi que dans d'autres activités présentant un intérêt commun pour les ONG africaines et palestiniennes.

#### Atelier II

38. Mme Kathy Bergen, Secrétaire exécutive du Comité international de coordination des ONG pour la question de Palestine, a déclaré que depuis 1967, les organismes palestiniens, les ONG palestiniennes et les ONG internationales travaillant dans le territoire palestinien occupé étaient tenus de faire approuver tous leurs projets de développement par l'Administration civile et militaire israélienne. Les autorités d'occupation étaient à l'origine de la détérioration de la situation économique, car elles accordaient ou refusaient au hasard les autorisations. Elle a affirmé que la politique israélienne avait pour objectif de maintenir les Palestiniens au service de la puissance occupante et dans la dépendance de l'économie israélienne.

Le couvre-feu de 24 heures imposé pendant 38 jours au territoire palestinien occupé pendant la guerre du Golfe avait été fort préjudiciable à son

/...

économie. Elle a déclaré à cet égard que les ONG internationales ne comprenaient pas comment les gouvernements qui avaient contribué au développement de l'économie palestinienne dans les années précédant la guerre du Golfe pouvaient assister sans intervenir au spectacle de sa destruction. Les restrictions imposées sur les déplacements et les transports de produits agricoles à l'intérieur du territoire occupé et entre celui-ci et Israël avaient miné l'économie. En outre, le déversement de produits israéliens dans le territoire palestinien occupé avait encore aggravé la situation et réduit les possibilités d'emploi. Selon l'Administration civile et militaire israélienne, 30 000 à 35 000 Palestiniens de Gaza travaillaient comme journaliers en Israël avant la fermeture de la frontière et leur apport représentait 50 % du produit national brut (PNB) de Gaza. Il est ressorti en outre des statistiques de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) que la Cisjordanie avait perdu 2 millions de dollars et Gaza 750 000 dollars, montants correspondant aux salaires des journaliers.

En ce qui concerne l'approvisionnement en eau, l'Administration israélienne a refusé de fournir de l'eau aux Palestiniens qui n'avaient pas reçu suffisamment d'eau depuis 1967, mesure allant à l'encontre des dispositions de l'article 55 de la Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, ainsi que de la réglementation figurant en annexe<sup>1</sup> et à celles de l'article 47 de la quatrième Convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre<sup>2</sup>.

En conclusion, Mme Bergen a réaffirmé que plusieurs ONG internationales qui estimaient qu'elles jouaient un rôle de développement plutôt qu'un rôle politique avaient décidé de poursuivre leurs projets de développement. Toutefois, il ne pourrait y avoir de développement durable avant que soit instaurée une paix globale, juste et durable et que le peuple palestinien puisse exercer dans son propre territoire tous ses droits sur ses propres ressources ainsi que ses droits nationaux et politiques. La communauté internationale devrait continuer à travailler à cet égard, en collaboration avec les Palestiniens, à la réalisation de projets de développement, sans oublier de manifester sa solidarité en aidant les Palestiniens à conclure une paix juste et durable et à édifier un État.

Mme Bergen a également rendu compte aux ONG de certaines activités du Comité international de coordination des ONG pour la question de Palestine. Ce dernier avait coopéré avec les ONG par le biais de son bulletin de liaison, du projet d'information concernant la Conférence sur la paix et du Fax Tree. Son bureau travaillait en étroite liaison avec les divers comités régionaux de coordination des ONG pour les questions de solidarité internationale et les programmes d'assistance au peuple palestinien.

#### D. Conclusions et recommandations du Séminaire et du Colloque des ONG

39. Les participants ont analysé la situation actuelle dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem. Ils ont exprimé leur grave préoccupation quant à la persistance d'atteintes aux droits de l'homme, en violation de la quatrième Convention de Genève relative à la protection des

personnes civiles en temps de guerre. Ils ont demandé à Israël, puissance occupante, de reconnaître l'applicabilité de jure de la Convention au territoire occupé et d'appliquer immédiatement et dans son intégralité ladite Convention. Ils ont estimé qu'il s'agissait là d'une obligation fondamentale en vertu du droit international et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Ils ont demandé à la communauté internationale et aux Hautes Parties contractantes, en particulier, d'assumer leurs obligations en vertu de la Convention afin d'en faire respecter les dispositions en toutes circonstances, et de fournir une protection internationale aux Palestiniens jusqu'à la fin de l'occupation.

40. Les participants ont demandé au Gouvernement israélien de prendre un certain nombre de mesures immédiates en vue de favoriser le rétablissement de la paix et la réconciliation entre les deux peuples, en particulier en libérant tous les prisonniers politiques et détenus administratifs, en faisant revenir les personnes déportées, en mettant un terme aux activités des unités secrètes et autres actions répressives menées par les forces militaires, en ne laissant plus détruire les maisons, ainsi qu'en adoptant diverses autres mesures pour rétablir le respect des droits de l'homme et alléger le poids de l'occupation au cours de la période de transition.

41. Les participants se sont déclarés gravement préoccupés par la persistance de la fermeture du territoire occupé et par la séparation de Jérusalem-Est de la Rive occidentale, ce qui avait abouti à la division du territoire occupé en quatre zones distinctes. Cela avait en outre entraîné la perte de leurs emplois et de grandes difficultés pour une multitude de travailleurs palestiniens et avait considérablement réduit l'accès des Palestiniens aux lieux de culte, aux écoles, aux établissements de santé et aux services publics collectifs. Les participants ont été particulièrement alarmés par les rapports sur la situation dramatique à Gaza, notamment la grave détérioration des conditions sanitaires de la population, la dégradation de l'environnement et le manque d'eau. Ils ont préconisé un resserrement de la coopération entre les organisations non gouvernementales et le Conseil palestinien pour la santé en vue de déterminer les besoins et de définir des programmes d'assistance. Il a été instamment demandé à Israël de mettre un terme au blocus du territoire occupé et de rétablir l'accès sans restriction à Jérusalem.

42. Les participants ont engagé un débat franc et constructif sur le rôle de l'Afrique dans la promotion d'une solution juste, globale et durable de la question de Palestine, ainsi que sur le rôle des organisations régionales à cet égard.

43. Il a été souligné que les pays africains, qui subissaient encore pour la plupart le joug colonial au moment de la partition de la Palestine en 1947, se sentaient particulièrement proches du peuple palestinien. Leur solidarité s'appuyait sur une position morale et éthique et se nourrissait d'une compréhension lucide de la situation historique et politique. Après leur indépendance et la création de l'OUA, les pays africains avaient été en mesure d'apporter, au sein de l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres instances internationales, un soutien de plus en plus concerté et coordonné à la lutte du peuple palestinien. Les participants ont pris acte du maintien par l'Afrique de sa position de principe et de son soutien résolu à l'exercice des droits des Palestiniens.

44. L'expérience passée et les possibilités futures concernant les relations entre pays africains et pays arabes ont aussi été examinées. Il a été souligné qu'il était extrêmement important de renforcer la coopération, économique et autre, entre pays africains et pays arabes en vue de favoriser un développement indépendant mutuellement avantageux.

45. Les participants ont déclaré apprécier et appuyer les activités et l'engagement soutenus des organisations non gouvernementales africaines et internationales s'occupant de la question de Palestine. On a aussi fait ressortir qu'il importait de consolider des filières actives de communication entre organisations palestiniennes et organisations africaines.

46. Les participants ont étudié la question de savoir comment construire la paix à Jérusalem, ville sainte de trois religions et d'une grande valeur spirituelle, sans qu'aucune partie n'y exerce un monopole. La politique israélienne d'annexion et de judaïsation de Jérusalem, l'encercllement de la ville par des colonies de peuplement juives et, ces derniers mois, sa séparation du reste des territoires occupés ont suscité les plus graves inquiétudes. Les participants ont souligné qu'une solution juste de la question de Jérusalem était indispensable au règlement de la question de Palestine et ils ont demandé la cessation de la politique des colonies de peuplement, la réouverture de la ville, la liberté d'accès aux Lieux saints et le respect des libertés religieuses, en attendant des négociations sur un règlement final. Ils ont à cet égard appuyé les travaux du Comité Al Qods de l'Organisation de la Conférence islamique. Des appels ont aussi été lancés pour que les chefs spirituels des trois religions participent véritablement à la promotion d'une solution pacifique du problème de Jérusalem.

47. Les participants ont examiné la mise en oeuvre du droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple palestinien et la dynamique de la construction d'un État et d'une nation, y compris le rôle des médias et de l'opinion publique. Il a été souligné que le droit à l'autodétermination était un droit inaliénable reconnu en droit international. Les participants ont déclaré qu'ils appuyaient l'Intifada, par laquelle le peuple palestinien avait exprimé son consensus national pour rejeter l'occupation et créer un État palestinien. L'Intifada avait aussi aidé à renforcer les mécanismes institutionnels et les fondements sociaux et politiques du futur État, sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine.

48. On a souligné l'existence de nombreux parallèles entre la lutte du peuple palestinien et celle du peuple opprimé d'Afrique du Sud dont l'expérience pourrait être mise à profit. À cet égard, on a insisté sur le fait qu'il importait de fournir des informations et de mobiliser les sympathies et le soutien international en faveur de la cause palestinienne.

49. On a aussi fait ressortir que les médias palestiniens, dans les territoires occupés comme dans ceux de la diaspora, jouaient un rôle indispensable pour exprimer les préoccupations et la personnalité nationale du peuple palestinien et maintenir vivante la conscience nationale. Il a été demandé à la puissance occupante de cesser de harceler les journalistes palestiniens et les journalistes étrangers s'efforçant de fournir au public extérieur des informations sur la situation dans le territoire occupé. Il a été suggéré que

le Comité organise un séminaire avec la participation de médias d'Afrique et d'autres régions et de représentants de médias palestiniens en vue d'examiner des stratégies et des moyens de coopération pratique aux fins de promouvoir la cause du peuple palestinien.

50. Les participants ont souligné que la relance de l'économie palestinienne et son développement indépendant étaient des conditions essentielles au plein exercice du droit à l'autodétermination du peuple palestinien et à la construction d'un État indépendant. Il a été demandé à Israël de cesser sa politique de contrôle et d'assujettissement de l'économie et des ressources palestiniennes, s'agissant en particulier des ressources en eau et des terres, et d'éliminer les obstacles aux projets de développement d'organisations non gouvernementales et d'autres donateurs internationaux. On est parvenu à la conclusion que, si une assistance immédiate et substantielle sur les plans économique et financier était souhaitable, seules la fin de l'occupation et la restitution au peuple palestinien d'une maîtrise complète de ses ressources nationales garantiraient la réalisation d'un développement autonome et durable.

51. Les participants ont demandé que les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées aient libre accès au territoire palestinien occupé pour mener à bien leurs programmes et leurs études. Il a été jugé nécessaire de créer un mécanisme approprié pour assurer la coordination entre les différents donateurs et les organismes et institutions du système des Nations Unies, d'une part, et l'Organisation de libération de la Palestine, d'autre part. Il a été suggéré que le Comité organise, sous son égide, des tables rondes sur la revitalisation économique du territoire palestinien occupé, laquelle revêtirait une importance particulière au cours de la période de transition. Diverses mesures pratiques pour aider le peuple palestinien vivant dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, ont été proposées, dont le jumelage de villes et d'institutions telles qu'universités, hôpitaux, etc., pour permettre un échange de personnel, d'étudiants, d'enseignants et d'assistance technique diverse. Les participants ont invité la communauté internationale, et en particulier les pays industriels, à augmenter leur contribution au budget de l'UNRWA pour permettre à celui-ci de s'acquitter de ses responsabilités à l'égard du peuple palestinien.

52. Ils ont appris que le processus de paix était arrivé à un tournant au cours de la réunion et qu'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine avaient élaboré un projet de déclaration de principes sur des mesures initiales en vue d'assurer l'autonomie palestinienne et le retrait des forces israéliennes de la ville de Jérico et de la bande de Gaza, et sur un cadre pour des négociations devant conduire à un règlement permanent. Tout en se félicitant de cette évolution et en la soutenant, ils ont estimé que courage et détermination étaient nécessaires à ce stade crucial du processus de paix et que ce fait nouveau était une première étape vers une paix juste et globale, fondée sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, et vers l'exercice des droits nationaux légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination.

53. Ils ont souligné qu'il était essentiel pour la communauté internationale dans son ensemble d'intensifier encore son soutien au peuple palestinien et à son représentant légitime, l'OLP, au cours du difficile processus de transition

qui devrait être mené dans les mois à venir. Ils ont demandé qu'une aide effective soit fournie au peuple palestinien pour la mise en place de ses futures institutions et la reconstruction de son infrastructure sociale et de son économie, fondations indispensables au plein exercice de ses droits inaliénables.

54. Les participants ont rappelé la responsabilité permanente qu'avait l'Organisation des Nations Unies dans l'élaboration d'une solution juste et globale de la question de Palestine. À cet égard, ils ont souligné l'importance du rôle que pouvait jouer l'Organisation des Nations Unies en apportant toute l'assistance nécessaire en vue de contribuer à l'instauration de la paix au Moyen-Orient.

#### E. Propositions adoptées par les ONG africaines

55. Les ONG participant au Colloque ont adopté les propositions concrètes suivantes formulées par les ateliers :

Diffusion d'informations sur le rôle de l'Afrique et les faits nouveaux intervenus dans la signature de nouveaux accords entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine;

Recrutement de maires dans le cadre des programmes de jumelage prévus entre des villes africaines et des villes de Cisjordanie et de Gaza;

Coopération entre les ONG africaines et palestiniennes s'intéressant à la participation des femmes au développement et à la femme et l'enfant;

Mise en place de relations commerciales et autres relations techniques entre les pays africains et le territoire palestinien occupé (le nouvel État palestinien);

Poursuite de la mobilisation politique jusqu'à la pleine réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien dans son propre État.

Organisation de réunions et de colloques sous-régionaux d'ONG, en commençant par l'Afrique occidentale;

Intensification de la coopération entre les ONG africaines et le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et la Division des droits des palestiniens.

56. Les ONG participantes ont décidé de prolonger le mandat du Comité africain de coordination des ONG sur la question de Palestine et d'en élargir la composition afin d'inclure deux membres du Sénégal et un membre du Kenya.

#### Notes

<sup>1</sup> British and Foreign State Papers, vol. 100, p. 338.

<sup>2</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No I-973, p. 287.

Annexe I

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les participants au Séminaire des Nations Unies et au Colloque des ONG sur la question de Palestine, tenus du 30 août au 3 septembre 1993 à Dakar (Sénégal) remercient sincèrement le Gouvernement et le peuple sénégalais de leur avoir réservé un accueil chaleureux et d'avoir pris toutes les dispositions matérielles voulues pour assurer le succès de ces deux réunions. Les participants tiennent également à exprimer leur vive gratitude à M. Ousmane Tanor Dieng, Ministre d'État et Ministre des services et des affaires présidentielles du Sénégal, pour la déclaration dans laquelle il exprime son ferme soutien à la cause palestinienne ainsi qu'à l'action de notre séminaire et du Colloque des ONG. Les participants saisissent également cette occasion de rendre hommage au Gouvernement et au peuple sénégalais pour le soutien qu'ils n'ont cessé d'apporter au peuple palestinien afin qu'il puisse exercer ses droits inaliénables, ainsi que pour le rôle actif qu'ils ont joué en plaidant la cause de la paix et de la justice au Moyen-Orient sur la base de la Charte et des résolutions des Nations Unies.

Annexe II

LISTE DES PARTICIPANTS

Participants et orateurs

M. Hedi BEN NASR (Tunisie)  
Mme Kathy BERGEN (Canada)  
Le révérend père BISHARA AL-LAHHAM (Palestinien)  
M. Ousmane CAMARA (Guinée)  
M. Chitsaka CHIPAZIWA (Zimbabwe)  
M. Ibrahim DAKKAK (Palestinien)  
M. Bara DIOUF (Sénégal)  
M. Latif DORI (Israël)  
M. Dianguina dit Yaya DOUCOURE (Mali)  
M. Eitan FELNER (Israël)  
Le rabbin David FORMAN (Israël)  
M. O. R. KAAKUNGA (Namibie)  
M. Latyr KAMARA (Sénégal)  
M. Khalid Mohamed KHALID (Ligue des États arabes)  
M. Mohamed Larbi MESSARI (Maroc)  
M. Essa MOOSA (Afrique du Sud)  
Le cheikh Ekrema SABRI (Palestinien)  
M. K. B. S. SIMPSON (Ghana)  
M. Ahmad YAZIJI (Palestinien)

Délégation du Comité pour l'exercice des droits  
inaliénables du peuple palestinien

M. Kéba Birane CISSÉ  
Président  
Représentant permanent du Sénégal  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(New York)

M. Joseph CASSAR  
Rapporteur  
Représentant permanent de Malte  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(New York)

M. Nouhoum SAMASSEKOU  
Représentant permanent du Mali  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(New York)

M. Utoyo YAMTOMO  
Ambassadeur d'Indonésie au Sénégal

M. M. Nasser AL-KIDWA  
Observateur permanent de la Palestine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(New York)

Représentant du Secrétaire général de  
l'Organisation des Nations Unies

M. Joseph Verner REED  
Secrétaire général adjoint et représentant spécial  
du Secrétaire général pour les relations avec le public  
Organisation des Nations Unies

Gouvernements

ALGÉRIE	M. Tedjin SALADOUANDJI Ambassadeur au Sénégal
	M. Mohamed BELAIDEN Premier Conseiller de l'Ambassade au Sénégal
ARABIE SAOUDITE	M. Anwar CHAABAN Chargé de presse à l'Ambassade au Sénégal
ARGENTINE	M. Hector TLERINA Ambassadeur au Sénégal
BELGIQUE	Mme Isabelle MEERT Premier Secrétaire de l'Ambassade au Sénégal
CANADA	M. Philippe BEAULNE Premier Secrétaire de l'Ambassade au Sénégal
CHINE	M. LIN Wenjun Délégué
ÉGYPTE	M. Mohamadi EMAD Premier Secrétaire de l'Ambassade au Sénégal
	M. Abdel-Wahab HESHAM Troisième Secrétaire de l'Ambassade au Sénégal
ESPAGNE	M. Miguel BENZO Chargé d'affaires de l'Ambassade au Sénégal

FÉDÉRATION DE RUSSIE

M. Anatoli KLIMENKO  
Chargé d'affaires à  
l'Ambassade au Sénégal

M. Nikolai TSVETKOV  
Conseiller de  
l'Ambassade au Sénégal

FRANCE

M. Bernard RAULT  
Premier Conseiller de  
l'Ambassade au Sénégal

GUINÉE-BISSAU

M. Rogerio HERBERT  
Ministre conseiller

INDONÉSIE

M. Utoyo YAMTOMO  
Ambassadeur au Sénégal

M. Sayidiman SURYOHADIPRODOO  
Ambassadeur itinérant d'Indonésie  
Représentant spécial du Président  
du mouvement des pays non alignés

M. F. X. B. GURITNO  
Premier Secrétaire de  
l'Ambassade au Sénégal

M. Abdul Zahab ALZAB  
Deuxième Secrétaire de  
l'Ambassade au Sénégal

ITALIE

M. Bruno CAMPRIA  
Premier Secrétaire de  
l'Ambassade au Sénégal

Mme Sylvie di COLA  
Attachée de presse à  
l'Ambassade au Sénégal

M. Gianluca MATTIOLI  
Attaché chargé du protocole à  
l'Ambassade au Sénégal

MALI

M. Mohamed Ali BATHILY  
Ambassadeur au Sénégal

M. Ag Oumar ILLALKAMAR  
Conseiller économique de  
l'Ambassade au Sénégal

MALTE	M. Joseph CASSAR Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies
MAROC	M. Mohammed HALIM Ambassadeur au Sénégal  M. El MASDOUKI Premier Conseiller de l'Ambassade au Sénégal
NIGÉRIA	Mme C. K. JACKDEN Premier Secrétaire de l'Ambassade au Sénégal
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE	M. Hak-Sé DJEUNG Premier Secrétaire de l'Ambassade au Sénégal
SÉNÉGAL	M. Fodé SECK Directeur des organisations internationales Ministère des affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur  M. Oumar DEMBA BA Chef de la Division ONU Ministère des affaires étrangères du Sénégal  M. Baboucar SAMBE Chef de la Division ASIE Ministère des affaires étrangères du Sénégal
TUNISIE	M. Mohamed Naceur KORT Chargé d'affaires de l'Ambassade au Sénégal  M. Zguidane RISHA Premier Secrétaire de l'Ambassade au Sénégal
TURQUIE	M. Nusret AKTAN Ambassadeur au Sénégal  Mme Oya KARAKAS Deuxième Secrétaire de l'Ambassade au Sénégal

ZIMBABWE

M. Chimbindi Albert RANGANA  
Premier Secrétaire de  
l'Ambassade au Sénégal

États non membres représentés par des observateurs

SUISSE

M. Bernard PILLONEL  
Premier Secrétaire de  
l'Ambassade au Sénégal

Institutions spécialisées et organes des Nations Unies

Organisation internationale du  
Travail (OIT)

M. Frans ROSELAERS  
Directeur du Bureau de l'OIT à Dakar

M. Giovanni di COLA  
Administrateur de programme au bureau  
de l'OIT à Dakar

Fonds des Nations Unies pour  
l'enfance (UNICEF)

M. Samir SOBHY  
Représentant à Dakar

Organisation des Nations Unies pour  
l'éducation, la science et la culture  
(UNESCO)

Mme Nathalie BARBOZA

Organisations intergouvernementales

Ligue des États arabes

M. Khalid M. KHALID  
Le Caire

Organisation de la Conférence  
islamique

M. Abdelaziz ABOUGOSH

Autres organisations ayant reçu une invitation permanente  
à participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée  
générale en qualité d'observateurs

PALESTINE

M. Sem Said ABBASSI  
Chef de délégation  
Représentant de la Palestine au  
Sénégal

M. Amir AL HOUSSAINI  
Ambassade de la Palestine au Sénégal

M. Ale MASSALHA  
Ambassade de la Palestine au Sénégal

Organisations non gouvernementales

Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA) Le Caire	M. Ousmane CAMARA
Africa Alliance of YMCA Nairobi	M. Peter Serunjogi Baddu MUTYABA
Association des juristes démocrates Dakar	M. Ousmane SARR
Association mondiale de l'appel islamique Dakar	M. Muftah M. ABUAISHA Chef de mission
Association nationale pour l'alphabétisation et la formation des adultes (ANAFa) Dakar	Mme Fernanda RAMOS
Association sénégalaise de recherche et d'action pour le développement communautaire (ASRADEC)	M. Djibril GUEYE
Comité africain pour la paix Dakar	M. Boubacar SECK
Comité pour le dialogue israélo- palestinien Israël	M. Latif DORI
Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) Dakar	M. Mamadou DIOUF
Environnement et développement en Afrique (ENDA tiers monde) Dakar	M. Ousmane THIOUNE
Forum du tiers monde	M. Samir AMIN
Comité international de coordination des ONG pour la question de Palestine Genève	Mme Kathy BERGEN
Ligue islamique mondiale Mali	M. Abdoul Wahab DOUCOURE

Organisation nationale des droits de  
l'homme  
Dakar

Mme Mame Bassine NIANG

Organisation de l'unité syndicale  
africaine  
Accra

M. Augustin MUJYAMBERE

Conseil palestinien pour la santé  
Gaza

M. Ahmed T. YAZJI

Rodale International  
Sénégal

M. Amadou Makhtar DIOP

Union pour la solidarité et  
l'entraide (USE)  
Dakar

M. Ralidan Baila KENEMI

Annexe III

LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DE COORDINATION AFRICAINE  
DES ONG SUR LA QUESTION DE PALESTINE

La liste des membres du Comité africain de coordination des ONG sur la question de Palestine s'établit comme suit :

1. Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA)  
Le Caire
2. Africa Alliance of the YMCA (Nairobi)
3. Société africaine (Le Caire)
4. Syndicat des avocats arabes (Le Caire)
5. Association des juristes démocrates (Dakar)
6. Association de solidarité et d'amitié entre les peuples (Alger)
7. Association nationale pour l'alphabétisation et la formation des adultes (ANAFa) (Dakar)
8. Association égyptienne pour les Nations Unies (Le Caire)
9. Société des amitiés entre Maurice et la Palestine (Port-Louis)
10. Organisation de l'unité syndicale africaine (Accra)
11. Comité palestinien des ONG (Tunis)
12. Association féminine panafricaine (Luanda)
13. Union des femmes soudanaises (Khartoum)
14. Conseil islamique suprême de Sierra Leone (Freetown)
15. Syndicat des journalistes de Sierra Leone (Freetown)
16. Société des amitiés entre le Zimbabwe et la Palestine (Harare)

-----